



"Pour sauver l'environnement, il faudra dorénavant cesser de bâtir des maisons."

- ▶ **Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)** (Pablo Servigne) p.1
- ▶ **À mettre en question l'ALÉNA** (Harvey Mead) p.7
- ▶ **Pic pétrolier ou pic de la demande pétrolière?** (Philippe Gauthier) p.13
- ▶ **"BAISSE INATTENDUE"** (Patrick Reymond) p.16
- ▶ **L'huile de palme « durable » n'existe pas** p.17
- ▶ **Un iceberg de 10 milliards de tonnes se détache de la banquise, témoignage accablant de la fonte des glaces** p.19
- ▶ **On pêche (et on gaspille) toujours plus de poisson** p.20
- ▶ **Énergies renouvelables : faux scénarios et vrais mensonges** (Michel Guay) p.21
- ▶ **Les coûts s'accroissent, les gains s'annulent** (Didier Mermin) p.25
- ▶ **Une expérience immersive** (Dmitry Orlov) p.27
- ▶ **Faut-il casser des vitrines pour manger moins de viande ?** (Michel Sourrouille) p.29

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **La dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 247 000 milliards \$ au 1er trimestre 2018** p.32
- ▶ **Qui renflouera les gouvernements lors de la prochaine crise ?** (Jim Rickards) p.32
- ▶ **Autopsie du vide** (Bill Bonner) p.34
- ▶ **La folie collective abonde autant que le crédit** (Simone Wapler) p.37
- ▶ **Un citoyen modèle, que vous le vouliez ou non** (Bill Bonner) p.40
- ▶ **Un petit gouvernement selon Napoléon** (Simone Wapler) p.43
- ▶ **Warning: Peter Boockvar: USA: Inflation: "On a jamais vu ça en 7 ans !"** p.46
- ▶ **Jim Rickards: "Le dollar est source d'instabilité mondiale"** (Jim Rickards) p.47
- ▶ **Stupéfiant : 43% de l'épargne des Français est placée à l'étranger** (P. Herlin) p.49
- ▶ **La malédiction de la dette** (Bruno Bertez) p.51
- ▶ **Un tour d'horizon mondial avant les orages... si ils viennent!** (Bruno Bertez) p.52
- ▶ **Le scénario du démantèlement européen se précise** (François Leclerc) p.56



Vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre)

S éminaire du 8 décembre 2017 par Pablo Servigne, Raphaël Stevens et Gauthier Chapelle



Raphaël Stevens et Pablo Servigne

Comment vivre avec les « super mauvaises nouvelles » ? Les sciences sont d'une grande aide pour répondre à cette question et nous aider à comprendre les mécanismes psychologiques qui entrent en jeu, mais elles ne peuvent pas grand-chose lorsqu'il s'agit de vivre des émotions, de recréer un imaginaire, ou de transformer notre rapport au monde. Sur ces chemins de traverse (pour la collapsologie), des questions éthiques, métaphysiques et spirituelles s'ouvrent alors... Nous constatons, à travers notre expérience et les récits d'autres collapsologues, que la compréhension (et l'acceptation) des catastrophes globales, et la manière dont celles-ci nous transforment en profondeur, passent non seulement par une approche scientifique transdisciplinaire, mais aussi par une vision plus holistique du monde, et même par une vision sensible... et que ces chemins enrichissent l'analyse collapsologique.

L'idée d'effondrement fait son chemin. De plus en plus populaire, elle ne se base plus sur des postulats mayas ou des films hollywoodiens, mais sur des synthèses scientifiques étayées. Qui veut s'intéresser aux bilans scientifiques des catastrophes globales trouve aisément de quoi confirmer ses craintes. Les médias grand public ne s'en offusquent plus, et même en parlent, tout comme de nombreux décideurs du monde politique et économique.

Pensez au climat : à quand remonte la dernière fois que vous avez écouté un discours climato-sceptique ou climato-négationniste ? Leur discours se fait bien plus rare... L'air du temps a changé : les catastrophes ont impacté de manière irréversible notre Système-Terre, mais aussi notre imaginaire.

L'objectif de ce séminaire est d'aborder certains points qui nous paraissent aujourd'hui indispensables pour enrichir la pensée des catastrophes. Ce sont des points de tension et des angles morts de la collapsologie, qui dépassent parfois le domaine scientifique. En effet, les sciences seules, ou du moins l'analyse scientifique rationnelle et la synthèse transdisciplinaire de tous les signaux catastrophiques¹, permettent certes de comprendre l'état de notre situation, mais ne donnent pas d'outils pour apprendre à *vivre avec* les catastrophes.

Le spleen des collapsologues

En général, les personnes qui découvrent cette possibilité d'effondrement global sont prises de stupeur. Si elles souhaitent s'informer plus amplement, elles sont alors prises dans un paradoxe : elles doivent d'abord apprendre à *vivre avec* des mauvaises nouvelles pour pouvoir continuer à les ingurgiter, les compiler et les transmettre². Mais comment faire ?

Ici, il convient de faire une remarque liminaire : répondre à cette dernière question implique d'aborder des thématiques qui dépassent le cadre purement scientifique et rationnel. Nous avons constaté que cette démarche était gênante pour certaines personnes. Ce séminaire s'adresse donc aux collapsologues désireux de s'ouvrir à d'autres champs d'études, aux survivalistes souhaitant aborder des questions moins matérielles, à des personnes très « spirituelles » qui sont intéressées par les données factuelles sur les catastrophes globales, ou même aux artistes désireux d'inventer de nouveaux récits pour donner du sens à notre époque.

Voilà la question qui nous anime : quels domaines non-scientifiques peuvent enrichir la démarche des collapsologues, et par quels mécanismes ? Voici trois pistes.

1. Imaginer de nouveaux récits

Le grand problème de la collapsologie est que nous, les humains, avons sacrément tendance à croire aux histoires que nous nous racontons depuis longtemps – nos mythes fondateurs – plutôt que croire à des faits qui viennent contredire ces histoires. Toute société est en effet fondée par des grands récits conscients (idéologies) ou inconscients (mythes) qui permettent d’interpréter le monde, et qui font émerger des identités collectives³. La collapsologie vient contredire les récits des modernes, et c’est là que ça coince : beaucoup de gens préfèrent encore ne pas croire à la possibilité de catastrophes globales.

Il y a donc un immense champ de bataille à occuper, voire à conquérir, celui de l’imaginaire. D’un côté, nous ne pouvons plus nous permettre de croire à des balivernes. Fini les faux espoirs. Exit la croissance infinie, le transhumanisme, le « développement » (surtout durable), ou même l’illusion d’un avenir « vert » pour 11 milliards d’habitants en 2100. Fini les contes de fées !

D’un autre côté, il faut déployer d’autres imaginaires si nous voulons aller de l’avant. Par exemple celui d’un « grand tournant »⁴ ou d’un « grand débranchement ». Il s’agirait, pourquoi pas de renoncer de manière progressive et anticipée (et collective !) à tout ce que le système thermo-industriel fournit (nourriture, vêtements, déplacements rapides, matériels électroniques, etc.) avant d’être obligé de subir des pénuries. Mais pour cela, il faudrait d’abord se « reconnecter » au système-Terre, aux humains, etc. Nous voici donc entrés paradoxalement... dans l’âge de la reconnexion !

Ce dernier récit pourrait réunir les survivalistes (motivés par une démarche matérielle de « débranchement ») et les transitionneurs (motivés par une démarche de reconnexion aux mondes sensibles). Il s’apparente au concept de « décolonisation de l’imaginaire » proposé par l’économiste Serge Latouche, et même de « desprendimiento » (désengagement) développé par de nombreux intellectuels d’Amérique Latine lorsqu’ils se sont rendu compte que le système colonial se perpétuait encore dans leurs pratiques politiques, culturelles, sociales et économiques près de deux siècles après les guerres d’indépendance. Cette dernière démarche « *consiste, non pas à opposer ou tenter d’éviter l’ensemble de la matrice, mais à se détacher des valeurs (processus émotionnel de désengagement) qui lient ses éléments entre eux, à les séparer les désolidariser (processus intellectuel de désengagement)* »⁵ afin de retrouver une capacité d’agir. Est-ce qu’un « grand débranchement » pourrait amorcer un nouveau projet de société ? Seul l’avenir le dira.

Un autre exemple de travail sur les récits vient de Grande-Bretagne, où deux jeunes activistes, Paul Kingsnorth (ancien rédacteur du magazine *The ecologist*) et Dougald Hine, déçus par 15 années de militantisme écologique, constatent que la situation empire gravement et décident de cesser de croire aux histoires que raconte notre civilisation. Leur nouveau récit ? La planète ne meurt pas, mais notre civilisation oui, et ni la technologie verte ni les achats éthiques n’empêcheront un crash sérieux. Ils écrivent alors un manifeste. Ainsi naît le *Dark Mountain Project*, un réseau d’écrivains, d’artistes et de penseurs qui n’a cessé de grandir et de réunir des milliers de personnes du monde entier.

Ces artistes sont persuadés que l’écriture et l’art ont un rôle crucial à jouer dans la remise en question des fondements de notre société, et donc dans la préparation aux tempêtes à venir. « *Nous voyons, explique Paul Kingsnorth, que le monde entre dans un âge d’effondrement*

écologique, de contraction matérielle et d'effondrement social et politique, et nous voulons que nos réponses culturelles reflètent cette réalité plutôt que de continuer à la nier »⁶.

Le *Dark Mountain Project* a été créé pour aider à redécouvrir d'anciens récits oubliés afin de stimuler la création. « *Nous sommes contre les récits réconfortants de notre époque, disent-ils. Nous visons à secouer notre établissement culturel et à réunir des écrivains et des artistes qui regardent avec honnêteté l'état réel du monde* ».

Depuis le début du projet, les messages de soutien affluent par milliers, de personnes exprimant un réel sentiment de soulagement. Tous avaient cessé de vouloir « sauver la planète » et voulaient forger une nouvelle façon d'imaginer le futur, avec beaucoup d'enthousiasme. Paul et Douglas remarquent que, « *curieusement, accepter cette réalité n'entraîne pas le désespoir, comme certains l'ont suggéré, mais un grand sentiment d'espoir. Une fois que nous cessons de prétendre que [l'effondrement] ne peut pas arriver, nous sommes libérés pour réfléchir sérieusement à l'avenir* »⁷.

2. Accuser le coup, et aller de l'avant

L'activité de collapsologue n'est pas de tout repos. Le blogueur canadien Paul Chefurka⁸ en sait quelque chose. Outre son remarquable talent de pédagogue sur des sujets plutôt complexes⁹, on lui doit une célèbre échelle de prise de conscience. « *Lorsqu'il s'agit de notre compréhension de la crise mondiale actuelle, dit-il, chacun de nous semble s'insérer quelque part dans le long d'un continuum de prise de conscience qui peut être grossièrement divisé en cinq étapes* »¹⁰.

À l'étape 1, la personne ne semble pas voir de problème fondamental dans notre manière d'habiter le monde. À l'étape 2, elle a conscience d'un problème fondamental dans un des domaines de la vie (climat, population, pic pétrolier, pollution, biodiversité, inégalités, politique, migrations, etc.). À l'étape 3, il y a prise de conscience de nombreux problèmes, qu'il semble alors important de hiérarchiser. À l'étape 4, la conscience systémique des interconnexions entre les nombreux problèmes est accrue, ce qui fait grandir le sentiment que le problème ne pourra pas être résolu. Enfin, à l'étape 5, on se rend compte que cette « situation inextricable » (predicament) englobe tous les aspects de la vie et qu'il n'y a pas d'échappatoire possible. L'inertie de notre système-Monde est bien trop grande pour entrevoir un rapide changement positif. Il y a alors un sentiment de quelque chose qui nous dépasse complètement. « *Pour ceux et celles qui parviennent au stade 5, il y a un risque réel que la dépression s'installe* ». Il faut tout remettre en question, et c'est non seulement épuisant, mais cela peut couper de l'entourage affectif, d'un environnement stable et rassurant. Cela peut rendre fou.

La prise de conscience d'un possible effondrement passe donc par des stades de compréhension intellectuelle et par des émotions fortes comme la colère, la peur, la tristesse, le désespoir, la honte, la culpabilité, le sentiment d'injustice ou l'impuissance. Et lorsqu'on décide d'en faire son activité principale (comme les chercheurs, les journalistes, etc.) cela devient très vite psychologiquement insoutenable.

Pour Paul Kingsnorth, du *Dark Mountain Project*, l'écriture¹¹ a été une façon d'entamer un processus de deuil et de résilience, « *d'accepter le chagrin causé par la fin de ce à quoi nous tenons* ». Malheureusement, confirme Paul Chefurka, il n'y a pas vraiment de retour en arrière

possible dans la prise de conscience : « *Je ne pense pas que l'on puisse se remettre d'avoir pris la pilule rouge. Peut-être que tout ce qu'il reste à faire est de grandir, jusqu'à devenir plus grand que la douleur* ».

Il est très difficile, voire impossible de découpler la question des émotions de la question de la compréhension des catastrophes. D'abord parce que le cerveau humain n'a pas été câblé pour cela (à quelques exceptions près). Et ensuite, parce que les sciences cognitives ont bien montré que toutes les décisions et les prises de position éthiques que nous semblons prendre grâce à la raison (le cortex préfrontal) résultent en amont d'un choix émotionnel inconscient (cerveau limbique). Gérer ses émotions et celles des autres est vital dès l'annonce des grandes catastrophes, et le sera tout autant lorsque les effets physiques des catastrophes se feront sentir.

3. Développer des liens avec les « autres qu'humains » ?

Pour Paul Chefurka, il y a deux manières de réagir à cette situation désagréable de la croyance en un effondrement possible de notre monde. On peut s'engager dans une voie « extérieure » : la politique, les villes en transition, la mise en place de communautés résilientes, etc. ; ou (mais ce n'est pas exclusif) dans une voie « intérieure », plus spirituelle.

Cette dernière option peut paraître surprenante pour les scientifiques que nous sommes (les collapsologues sont souvent des chercheurs et des ingénieurs), mais il nous faut avouer que ces chemins spirituels fournissent de grandes ressources pour traverser les tempêtes. Pour résumer très grossièrement, il permet de créer du sens et du lien, deux ingrédients qui font cruellement défaut à notre époque, et qui sont des facteurs majeurs de résilience.

La voie « intérieure » n'est en rien une adhésion à une quelconque religion. Pour Chefurka, c'est même souvent le contraire. « *La plupart des gens que j'ai rencontrés et qui ont choisi une voie intérieure confèrent aussi peu d'utilité à la religion traditionnelle que leurs homologues sur la voie extérieure n'en confèrent à la politique traditionnelle* ». Il s'agit de chemins qui remettent radicalement en question les manières qu'ont eu nos ancêtres d'habiter le monde (aux sens extérieur et intérieur), et qui ont clairement mené à la situation catastrophique dans laquelle nous sommes.

Se reconnecter à son intériorité, créer du lien entre les humains et avec les non-humains, et même découvrir de possibles relations avec ce qui nous dépasse (c'est la question du sacré), voilà précisément le programme des ateliers de « Travail qui Relie » (*The Work that reconnects*), créés et animés par Joanna Macy, activiste « environnementaliste » étatsunienne et universitaire spécialiste du bouddhisme et de la théorie des systèmes.

À partir des années 1980 (au début pour faire face au désespoir des militants antinucléaire), elle concocte une méthodologie pratique, très riche, inspirée de plusieurs traditions du monde entier, et qui a depuis lors touché des milliers de personnes¹². Cela les transforme intérieurement et collectivement, leur redonne du baume au cœur, les rend plus résilients, et permet d'apprendre à vivre avec les mauvaises nouvelles, tout en donnant de l'espoir. Elle apporte un grand souffle de vie à des activistes brisés par les mauvaises nouvelles. En fait, elle propose un cours accéléré pour expérimenter la confiance mutuelle, développer nos capacités d'empathie et apprendre ce qu'est un véritable soutien. Puis, d'étendre ces capacités au monde vivant dans son ensemble. Voilà la clé : se reconnecter au vivant.

Nous avons suivi ces ateliers, et aujourd'hui, nous en animons. Au début, tout cela est très déboussolant, surtout pour des esprits scientifiques comme les nôtres, rationalistes, cartésiens, militants politiques « classiques », très peu enclins à parler d'émotions et de spiritualité. Nous pensons néanmoins que le jeu en vaut la chandelle.

Comment se sentir bien lorsqu'on est si sensible à la destruction de ce qui nous entoure, de ce auquel on tient ? Pour les écopsychologues, il y a un lien direct, ontologique, entre la Terre et la psyché humaine¹³. Ils font appel aux sciences écologiques « *pour réexaminer la psyché humaine comme faisant partie intégrante du tissu de la nature* »¹⁴. Autrement dit, « *l'écopsychologie est l'étude de la dimension psychologique de la crise écologique ; c'est aussi l'étude des processus psychiques qui nous lient ou nous séparent du monde non humain, processus dont les dysfonctionnements constituent, précisément, selon nous, la cause fondamentale de la crise écologique...* »¹⁵.

Enrichir le cadre de pensée de la collapsologie

Les trois aspects que nous venons de décrire (gérer les émotions, développer un nouvel imaginaire, créer un autre rapport avec le monde vivant) fournissent des outils pour traverser plus paisiblement les catastrophes présentes et à venir. Nous l'avons constaté en l'expérimentant nous-même, et en rencontrant des personnes qui en ont également fait l'expérience. Mais ceci sort clairement du cadre d'analyse scientifique de la collapsologie.

Cependant, il serait dommage de s'arrêter à ce constat. En effet, nous avons également remarqué que les sciences humaines s'étaient beaucoup intéressées à ces sujets (les émotions provoquées par des catastrophes, l'imaginaire post-apocalyptique, notre lien psychologique à la nature). On pourrait même dire qu'elles ont une place importante à prendre dans la collapsologie car elles tentent d'objectiver certains domaines subjectifs (et même métaphysiques) très utiles au « bien vivre » au temps des catastrophes.

Notre propos n'est pas d'inviter les gens à suivre ces pistes sans réfléchir, mais de constater 1. qu'elles sont utiles pour apprendre à *vivre avec* les catastrophes globales, et 2. que nous commençons à avoir les moyens de comprendre leurs mécanismes et leurs effets avec plus d'objectivité.

Enfin, il convient de souligner que la compréhension de tous ces phénomènes, même si elle fournit des outils pour maintenir éveillé son esprit critique, n'offre pas le même degré de résilience que le fait de les vivre pleinement.

NOTES:

1C'était l'objet de notre livre *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Seuil, 2015.

2Certaines personnes arrivent pourtant à le faire de manière froide et rationnelle pendant un laps de temps très long (ce qui est impressionnant), mais nous sommes persuadés que le commun des mortels n'y arrive pas.

3Voir J. Campbell, *La puissance des mythes*, OXUS, 2009.

4En référence au « great turning » dont parle Joanna Macy. Voir J. Macy & C. Johnstone, *Active Hope: How to Face the Mess We're in without Going Crazy*, New World Library, 2012.

5Valeria Wagner, « Récits à bascule : les cas de La Villa de César Aira et Embassytown de China Miéville », *Eu-topias*, vol. 12, 2016, pp.119-130.

6voir <https://dark-mountain.net/>

7P. Kingsnorth, « Why I stopped believing in environmentalism and started the Dark Mountain Project », *The Guardian*, 29 avril 2010. <https://bit.ly/210hJTJ>

8Célèbre parmi la communauté des « collapsniks » (les collapsologues blogueur-à-succès du monde anglophone), il a jeté l'éponge en novembre dernier, après plus d'une douzaine d'années à décortiquer les ressorts de ce qui nous pend au nez. Aujourd'hui, il souhaite simplement vivre sa vie, en pleine conscience des catastrophes, mais sans plus chercher à analyser ni à partager publiquement les tenants et les aboutissants de ce « merdier d'effondrement » (*collapse clusterfuck*). Il se consacre à une vie plus spirituelle.

9Voir son blog <http://www.paulchefurka.ca/>

10Interview de Paul Chefurka pour Adrastia, 22 avril 2015. <http://adrastia.org/interview-de-paul-chefurka-pour-adrastia/>

11voir son recueil *Confessions of a Recovering Environmentalist*, Faber & Faber, Graywolf Press, 2017.

12Cette méthodologie est en grande partie décrite dans le seul livre de Joanna Macy traduit en français, *Ecopsychologie pratique et rituels pour la Terre*, Éditions Le Souffle d'Or, 2008.

13Michel-Maxime Egger, *Soigner l'esprit, guérir la Terre. Introduction à l'écopsychologie*, Labor et Fides, 2015.

14Lester R. Brown, « Ecopsychology and the Environmental Revolution » in Roszak *et al.* (dir.), *Ecopsychology, Restoring the Earth Healing the Mind*, Sierra Club Books, 1995.

15Jean-Pierre Le Danff, « Introduction à l'Ecopsychologie », *L'écologiste*, n°33, 30 décembre 2010.

À mettre en question l'ALÉNA

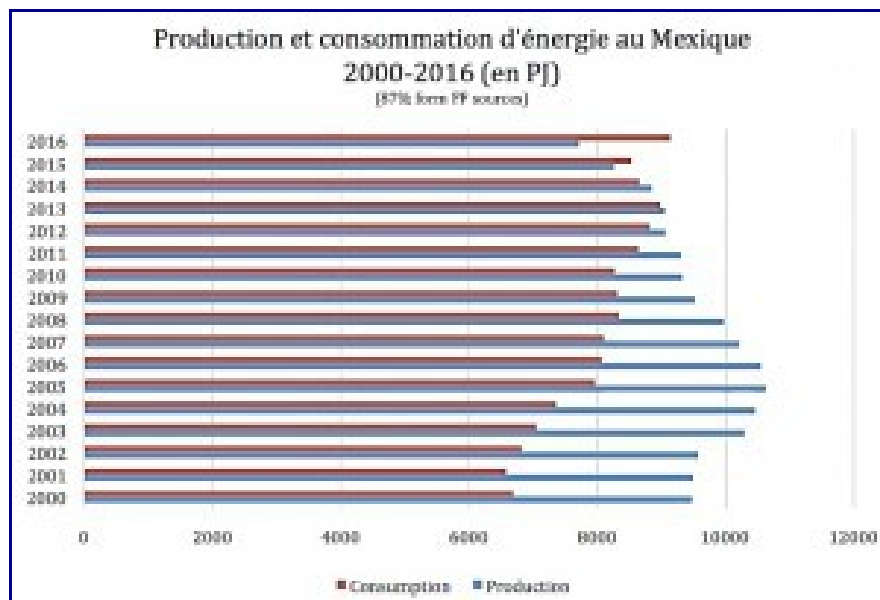
Publié par [Harvey Mead](#) le 9 Juil 2018

Ni les présentations faites à la conférence de l'ISBPE du 13 au 16 juin dernier, ni la liste de participants, ne sont encore disponibles en ligne. Quand elles seront prêtes, j'en ferai part ici.

Sortant de l'expérience du G7 à la Malbaie, c'était intéressant d'assister à la présentation du seul Mexicain présent lors la conférence de la [Société internationale d'économie biophysique \(ISBPE\)](#) en juin dernier. Cela ramenait la question des négociations sur l'ALÉNA2 à l'avant scène. Salvador Peniche Camps, économiste de l'Université de Guadalajara, voulait faire plusieurs points.

D'une part, il voulait insister sur l'importance des incidences sociales de l'échec du « projet de développement » en cours depuis des décennies. La corruption de l'élite associée à cet échec s'explique en partie, selon lui, par l'accès à un pétrole relativement bon marché venant du [gisement pétrolier supergrand Cantarell](#) et de son contrôle. Le déclin de ce gisement, qui est en cours depuis 10 ans, a réduit d'autant les revenus du gouvernement mexicain qui en était

devenu dépendant pour ses dépenses courantes et explique pour une partie importante les difficultés actuelles du pays.

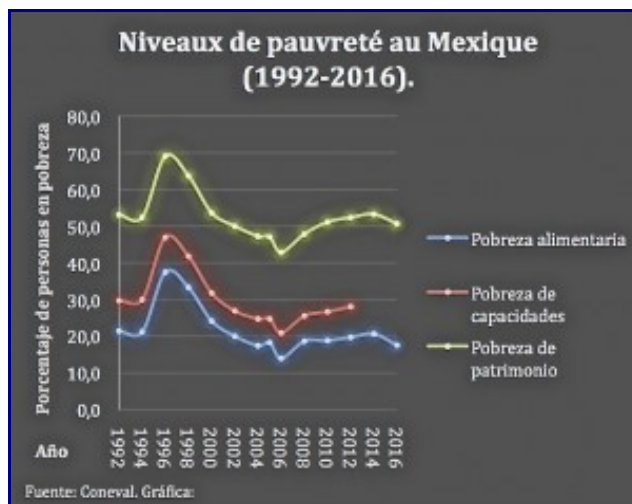


Le «développement» de la société mexicaine est allé de pair avec la production et la consommation d'énergie fossile. Au début, c'était la facilité d'accès, aujourd'hui, ce sont les perturbation sociales allant de pair avec la réduction de la production mais le maintien de la tendance vers un accroissement de la consommation.

Prenant l'exemple des migrations vers les États-Unis, Peniche rappelait qu'un des premiers impacts de l'ALÉNA (dès 1994) venait du dumping de maïs américain subventionné sur le marché mexicain, avec comme premier résultat l'élimination des *campesinos* mexicains dont le mode de vie dépendait de la culture traditionnelle de maïs, qui ne pouvait concurrencer le maïs américain. Ces *campesinos* figuraient parmi les migrants ayant été obligés de quitter leurs petites fermes pour se diriger vers les villes et éventuellement vers la frontière américaine. Les *campesinos* qui ont réussi à passer la frontière, légalement ou illégalement, envoient beaucoup de leurs revenus obtenus aux États-Unis à leurs familles, et cela a permis à plusieurs de celles-ci de se maintenir à la campagne.

D'autre part, les récentes élections au Mexique, portant au pouvoir Andrés Manuel López Obrador (AMLO), un indépendant avec une majorité dépassant le 50%, semble être, pour Peniche, la réaction populaire à la nouvelle réalité socioéconomique et environnementale associée à la perte d'accès à de l'énergie bon marché et abondante. Il ne faut pas se limiter, insistait-il, aux impacts environnementaux de notre recours à l'énergie fossile, mais comprendre aussi les impacts sociaux – pauvreté, chômage et inégalités – aussi dévastateurs même si moins évidents à première vue en termes de leurs causes profondes.

Plus généralement, Peniche prenait comme une évidence l'absence d'intérêt pour la société mexicaine de l'ALÉNA, porte étendard du «projet de développement» et qui n'a rien apporté au pays à part des emplois le long de la frontière dans les *maquiladoras*. Cela encore une fois en insistant sur les besoins sociaux des sociétés,



En 2010, il y avait 52 millions de pauvres, dont 12 millions en extrême pauvreté; en 2011, il y avait 55 millions de pauvres, dont 11 millions en extrême pauvreté. Il s'agit essentiellement de la moitié de la population.

besoins qui sont négligés par les traités de libre-échange dont les promoteurs pensent que le développement économique porte les réponses. L'économie biophysique cherche à intégrer dans l'analyse d'une société le rôle fondamental de l'énergie dans son fonctionnement et un portrait plus global de ce fonctionnement, incluant les impacts sociaux d'une dépendance à l'énergie non renouvelable et les perturbations qui résultent d'une perte d'accès facile à cette même énergie, avec son épuisement progressif.

Le portrait de la situation sert d'avertissement aux pays riches en général (le Mexique ne l'est pas) qui dépendent, non pas nécessairement de revenus venant de la production d'énergie fossile, mais de l'accès à cette énergie à bon prix, ce qui semble assez clairement voué à un déclin important et assez rapproché.

Et chez nous, l'ALÉNA?

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) est revenu sur cette question de l'ALÉNA dans [un rapport récent](#). Le site de l'IRIS situe son travail avec une référence à une intervention d'Alain Dubuc [dans La Presse](#) lors de sa sortie:

Avec un sens du timing franchement malheureux, juste après les débordements du G7, l'IRIS a pondu une «note socio-économique» qui dit en substance que ce ne serait pas une mauvaise chose de mettre fin à ce traité: «Dans le cas de l'ALÉNA, on peut même se demander s'il est avantageux de préserver un accord dont les bénéfices ne sont pas évidents.»

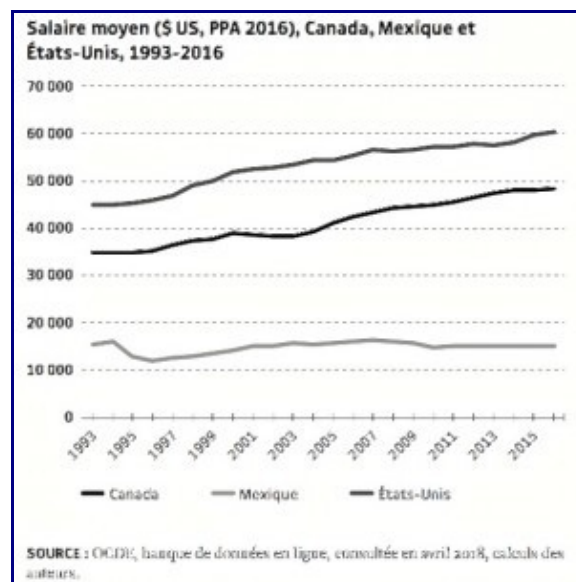
L'IRIS commente ce texte en notant que, «pour Alain Dubuc, se questionner sur l'ALÉNA alors que nous sommes en train de le renégocier n'est pas acceptable ... surtout juste après le G7.» Pour l'IRIS, comme pour Peniche, l'ALÉNA comporte pourtant de nombreux désavantages qui annulent les bénéfices associés au maintien du système économique actuel.

Quelle a été la réponse des gouvernements devant ce bilan mitigé? Ce fut une sorte de fuite en avant, par la signature d'autres accords semblables à l'ALÉNA, le dernier en date étant l'Accord économique et commercial global (AÉCG) avec l'Europe. À chaque fois, on fait miroiter un développement économique conséquent, et pourtant, le taux de croissance de la

productivité est constamment à la baisse. S'il est de plus en plus difficile d'accorder foi aux diverses promesses faites à la population avant la signature de chaque accord, il y a lieu de se demander pourquoi il faudrait continuer dans cette voie. Dans le cas de l'ALÉNA, on pourrait même se demander s'il est avantageux de préserver un accord dont les bénéfices ne sont pas évidents, sans au moins essayer de se débarrasser au passage de ses composantes les plus controversées, telles que le chapitre 11. Plutôt que de libéraliser toujours plus avant, il serait judicieux de profiter de l'occasion que constitue la renégociation de l'ALÉNA pour recadrer à la fois les relations commerciales et la politique industrielle, afin de se donner les outils pour effectuer une transition écologique qui soit à la faveur du plus grand nombre. (Conclusion p.13)

On peut voir jusqu'à quel point, à des niveaux de vie tout à fait différents, le Canada et le Mexique sont devant la nécessité de chercher un nouveau mode de développement. L'élection de Trump, et maintenant de Ford en Ontario, semble répondre à ce que Peniche associe à l'élection de AMLO: les populations ressentent l'échec des efforts de développement (toujours à des niveaux de vie tout à fait différents) et sont prêtes à même endosser des politiciens dont les politiques (quand il y en a) vont à l'encontre du nouveau développement nécessaire dans leur rejet de leurs élites gouvernantes.

Pour le Canada, l'IRIS produit un graphique (le graphique 4 de son rapport) qui explique un tel phénomène, alors que la population semble prête à (i) mettre dehors l'élite qui gouverne le Québec depuis très longtemps après l'avoir fait en Ontario et (ii) choisir des politiciens dont les politiques – comme ailleurs – vont dans le sens contraire de ce qui est presque inconsciemment recherché. Comme Donald Trump, Doug Ford rejette le système, mais voit mal ce qui est nécessaire comme remplacement.



Le taux de croissance des salaires (comme du PIB) est nul pour le Mexique, à un niveau assez bas pour le Canada et les États-Unis, suivant des tendances qui semblent structurelles.

Le taux de croissance pour le Mexique est nul, ce qui est bien connu de sa population, alors que le taux annuel composé de croissance des salaires des États-Unis est de 1,26% et celui du Canada est de 1,43%, plus ou moins [suivant le taux de croissance du PIB](#) dans ces pays (cf. le

tableau 2 du rapport et le graphique dans mon dernier article), qui est en déclin constant depuis les années 1960.

L'IRIS fournit un tableau qui montre la différence dans les différentes catégories d'exportation pour la période avant l'ALÉNA et celle des 25 ans de l'ALÉNA.

Proportion moyenne des exportations de marchandises, par catégorie, avant et pendant l'ALÉNA (% du total des exportations), Canada, 1981-2017			
	1981-1993	1994-2017	Différence
Total des exportations de biens	88,07	85,64	-2,43
Produits agricoles et de la pêche et produits intermédiaires des aliments	5,21	3,80	-1,41
Produits énergétiques	8,81	13,35	4,54
Minerais et minéraux non métalliques	1,80	3,29	1,51
Produits en métal et produits minéraux non métalliques	9,60	8,59	-1,01
Produits chimiques de base et industriels, produits en plastique et en caoutchouc	3,87	5,45	1,58
Produits forestiers et matériaux de construction et d'emballage	12,58	8,76	-3,82
Machines, matériel et pièces industriels	4,13	4,98	0,83
Matériel et pièces électroniques et électriques	4,89	6,03	1,14
Véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles	21,73	16,64	-5,09
Aéronefs et autres matériels et pièces de transport	2,96	3,53	0,56
Biens de consommation	7,50	9,71	2,22

SOURCE : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 380-0070, calculs des auteurs.

L'ALÉNA a eu des résultats plutôt mixtes, avec plusieurs secteurs connaissant un déclin dans leurs exportations, les énergies fossiles et les biens de consommation connaissant des hausses.

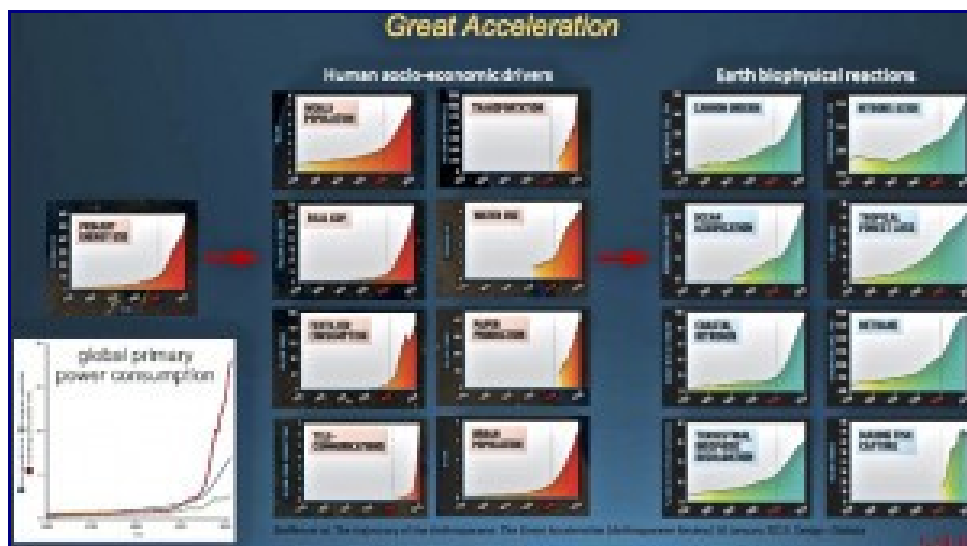
Ce qui est frappant – mais c'était un objectif lors des négociations – est de voir que les exportations des «produits énergétiques» (lire surtout pétrole et gaz) est de loin la plus importante marchandise favorisée par l'ALÉNA. Je mentionne la proposition de Gordon Laxer

dans mon dernier article d'essayer de faire enlever la clause de proportionnalité dans les négociations en cours; il s'agit d'une proposition pour aller à l'encontre de ce qui semble être le plus important élément de l'ALÉNA, où le Canada voyait l'énergie (fossile) comme une marchandise plutôt que comme l'assise de son propre développement. L'IRIS y va de ses propres recommandations (la disparition du Chapitre 11), avec vraisemblablement aussi peu de réalisme, devant les impératifs du système économique.

L'énergie, encore et toujours

John Schrampsi, un autre conférencier de l'ISBPE et professeur de génie mécanique à l'Université de la Géorgie, a permis de mieux cibler de telles analyses, associées à l'ensemble de l'effort de mettre en question l'économie néoclassique (à cet égard, l'IRIS se montre très prudent (contrairement à l'impression de Dubuc...) en restant dans le paradigme de la «transition écologique», mis en question par mon livre).

Partant de courbes couramment utilisées dans les analyses pour illustrer «la grande accélération» [de l'ensemble des crises contemporaines], Schrampsi y apporte un changement: il sort l'enjeu de base de ceux qui sont plutôt secondaires, voire les résultats de la présence du premier. L'accent porte sur l'énergie, fondement de nos sociétés contemporaines, fondement de toutes les sociétés depuis toujours, mais aujourd'hui constituant un fondement passager avec leur dépendance aux énergies fossiles, non renouvelables.



La disponibilité d'une énergie (fossile) abondante et bon marché a suscité un ensemble d'activités économiques et sociales, indiquées par les courbes en rouge (mes excuses pour le flou). Celles-ci, à leur tour, ont généré un ensemble d'impacts associés à des perturbations du milieu environnant, indiquées par les courbes en vert.

Il résume ses propos en parlant d'une approche à la «thermodynamique 101»: il a pris 4,5 milliards d'années pour établir le système planétaire actuel en termes énergétiques (éolien, géothermal, gravitationnel, électrique et nucléaire); il a pris 400 millions d'années pour étendre les bases de l'essor biologique du Cambrien (biomasse, ressources énergétiques fossiles, animaux de travaux, hydro et marine, dont les courants, les vagues et les marées). Il voit la planète comme une sorte de batterie chimique que la productivité primaire net venant du soleil a lentement chargée, avec la biomasse vivante et les ressources potentiellement

énergétiques fossiles. La «grande accélération» a été la décharge de cette batterie dans une centaine d'années, transformant l'énergie accumulée en travail productif et en chaleur, avec un épuisement progressif et de l'énergie fossile et de la biomasse. Il résume la «grande accélération» esquissée par son graphique: (i) la décharge énergétique est une fonction propulsant le «développement», permettant l'ensemble de dépassements indiqués dans le premier groupe de tendances en forme de J, qui résultent dans les impacts du deuxième groupe de tendances, et (ii) la décharge rapide est une explosion où la courbe J atteint une apogée et s'apprête à s'effondre.

Aujourd'hui, nous voyons comment la situation a évolué, l'expérience du Mexique servant de prémonition. Nous sommes devant le déclin de nos propres réserves d'énergie conventionnelle, cherchant désespérément à poursuivre avec la production d'énergie non conventionnelle (les sables bitumineux) qui, à mon avis et suivant les analyses de l'économie biophysique, n'aura pas lieu. Ce qui est nécessaire, comme pour le Mexique (oublions les États-Unis...), est de nous préparer pour une société où il y aura (beaucoup) moins d'énergie, en espérant pouvoir éviter les perturbations sociales que Peniche associe, pour le Mexique, avec le déclin de ses approvisionnements propres en pétrole.

Il s'agit d'un autre réveil, ce dont les promoteurs d'énergie renouvelable comme substitut aux énergies fossiles sentent peut-être venir. C'était finalement la thématique de fond de la conférence de l'ISBPE, portant sur le développement d'une pensée économique pour un monde où les contraintes en ressources vont dominer.

Pic pétrolier ou pic de la demande pétrolière?

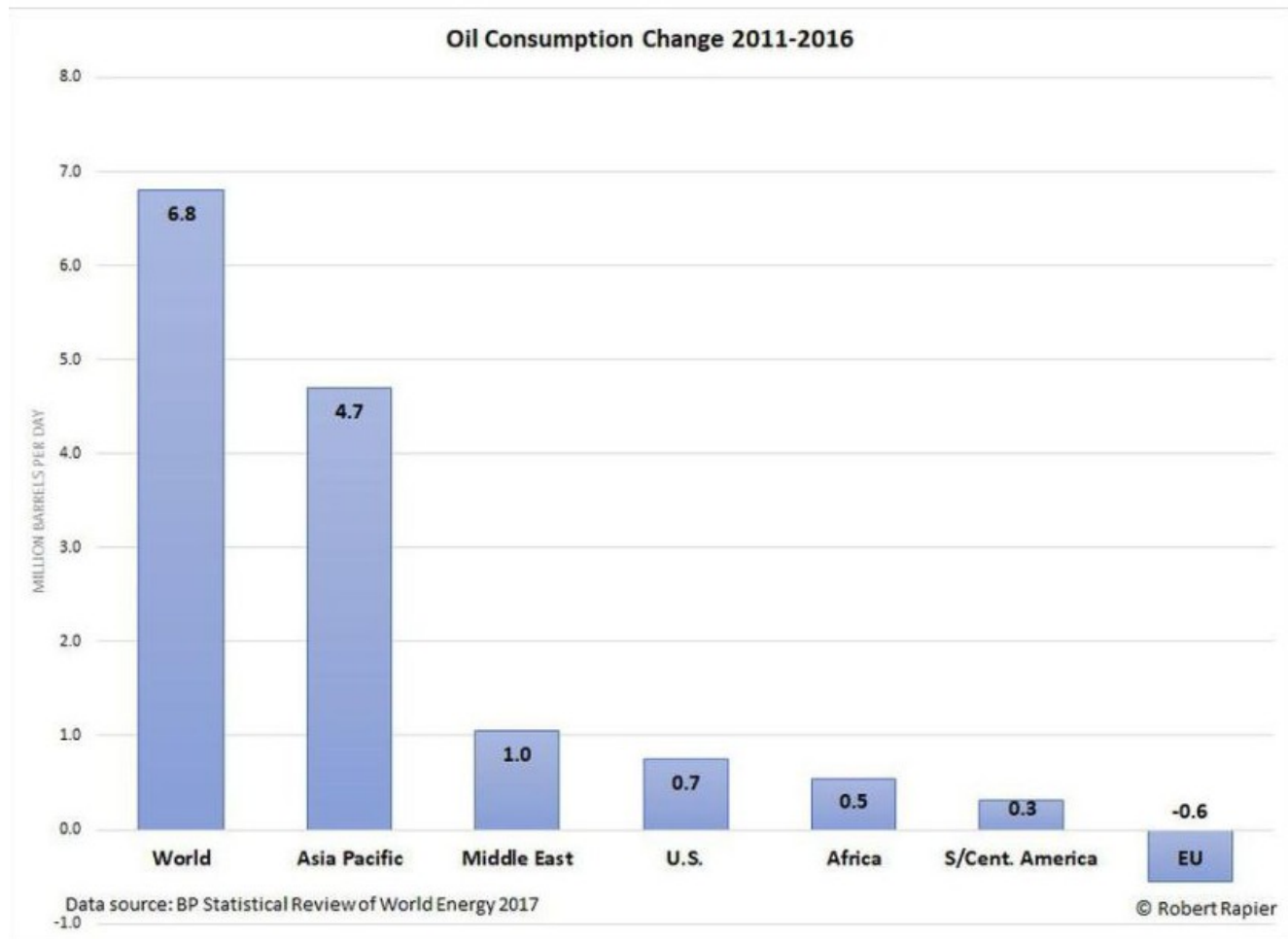
Philippe Gauthier 11 juillet 2018

On entend souvent dire que le pic pétrolier n'est pas un problème parce que les renouvelables vont tuer la demande en carburants fossiles bien avant que leur déplétion ne devienne un problème. C'est la thèse du « pic de la demande pétrolière » (*peak oil demand*), très répandue dans les milieux économiques et chez certains écologistes, parce qu'elle offre une vision rassurante de l'avenir. Mais c'est aller un peu vite en affaires, objecte Robert Rapier. Pour lui, il n'y a aucun signe réel de plafonnement de la demande et le pic pétrolier va nous frapper bien avant.

Rappelons un peu les concepts. Le pic pétrolier est l'idée qu'en raison de la déplétion de la ressource, la production de pétrole va finir par plafonner, puis par diminuer peu à peu. Il repose sur une offre limitée en raison de facteurs géologiques inévitables. Le pic de la demande pétrolière, par sa part, estime qu'une forte baisse de la demande en produits pétroliers va se produire sous peu, parce que le pétrole sera rendu obsolète par des technologies comme les énergies renouvelables ou l'auto électrique. Ceci aura lieu bien avant que ne survienne le pic pétrolier proprement dit.

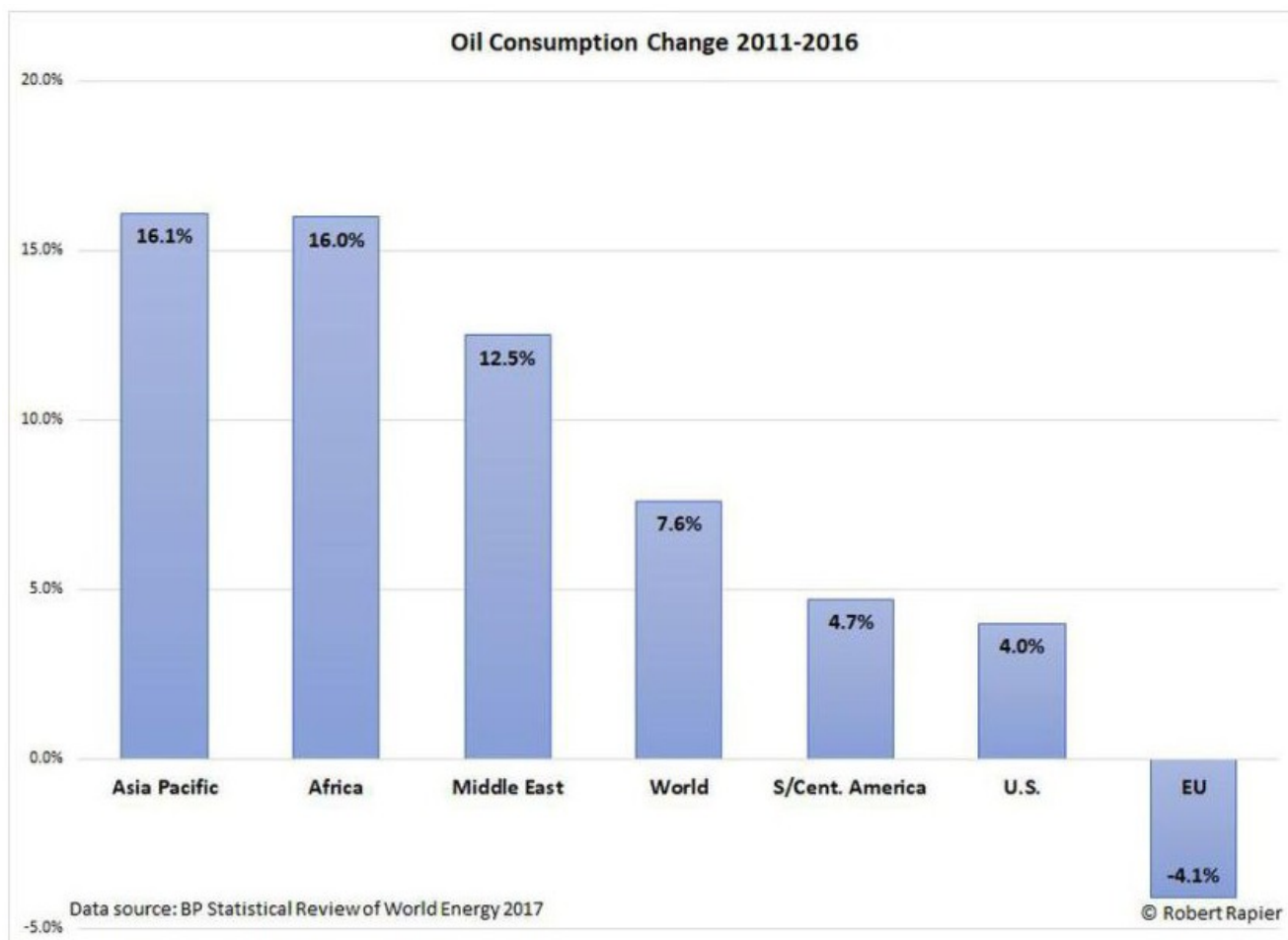
La distinction peut paraître assez théorique : après tout, on « sort du pétrole » dans les deux cas. Mais Robert Rapier, un spécialiste de l'industrie pétrolière et des carburants alternatifs, rappelle que les conséquences des deux scénarios ne sont pas les mêmes. Le pic pétrolier mène à des prix élevés, qui nuiraient gravement à l'économie mondiale. Le pic de la demande, pour sa part, mène à une baisse des prix du pétrole et à une croissance qui se poursuit sans interruption et sans le moindre souci pour quiconque. Pas étonnant que les milieux économiques préfèrent ce

scénario.



Croissance de la demande en pétrole 2011-2016, en nombre de barils.

Mais un pic de la demande pétrolière est-il vraiment imminent? Robert Rapier n'en croit rien. De 2011 à 2016, fait-il valoir, la demande mondiale pour le pétrole a augmenté de 6,8 millions de barils par jour. Qui plus est, ce rythme d'augmentation est supérieur à celui enregistré entre 2006 et 2011. En clair, les renouvelables n'ont pas encore inversé la tendance et il y a peu de chances qu'elles le fassent avant 2030, si le pic pétrolier n'a pas eu lieu d'ici là.



Croissance de la demande en pétrole 2011-2016, en pourcentage.

Rapier observe que la consommation de pétrole a baissé dans une seule région du monde, l'Europe, où elle a décliné de 4,1 % entre 2011 et 2016. Mais encore là, les signaux sont ambigus. La consommation de pétrole a augmenté de 1 % en Norvège, qui est par ailleurs l'un des leaders mondiaux des voitures électriques. L'analyste y voit la preuve qu'aux niveaux actuels de déploiement, les véhicules électriques ne changent pas véritablement la donne.

En somme, pour Robert Rapier, cette théorie du pic de la demande pétrolière est une ingénieuse forme de déni. Mais bien que mal fondée, cette croyance a des conséquences réelles sur le fonctionnement des marchés pétroliers. Alors que la crainte d'un pic pétrolier a contribué à maintenir les prix élevés il y a quelques années, l'idée d'une chute imminente de la demande a tendance à les maintenir anormalement bas et à stimuler la consommation. De plus, l'idée que le pétrole sera bientôt abandonné incite l'industrie à sous-investir dans la recherche, ce qui accroît à terme les risques d'une pénurie de pétrole.

À moins que le rythme de déploiement n'accélère substantiellement, cette idée d'un pic imminent de la demande pétrolière accroît les risques de disparité entre une offre limitée et une demande croissante. Le retour des prix élevés est probablement un signe avant-coureur d'une telle disparité. Pour que l'idée d'un pic de la demande ait un sens, il faudrait que le rythme de déploiement des renouvelables soit plus élevé et surtout, que ceux-ci se substituent vraiment au pétrole, ce qui est loin d'être toujours le cas.

Sources :

- Robert Rapier, [Oil Demand Is Growing Nearly Everywhere](#)
- Robert Rapier, [Peak Oil And Peak Demand Have Entirely Different Outcomes](#)

"BAISSE INATTENDUE"

11 Juillet 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND

De la production industrielle en mai, selon Charles Sannat. Encore plus intéressant, c'est le troisième mois de baisse, et encore plus intéressant, mai est le début de la "saison de production", qui commence en mai et finit en octobre.

Quiconque travaille en industrie, sait qu'il existe cette saison où l'activité est plus forte, malgré les congés payés. Macron, lui, n'est pas au courant, d'abord parce qu'il ne sait pas ce que c'est le travail, et qu'en suite l'industrie, il en a vaguement entendu parlé dans ses cours d'histoire en primaire. (il a visité une chocolaterie ?)

Le plus important, ce ne sont pas les 3 mois, c'est la baisse en mai.

Certains nous disent que le "coût d'une démondialisation serait immense". Ce qui est vraiment con, c'est qu'elle est commencée, et qu'elle est un fait inévitable. Les bredins, ce sont les grandes entreprises qui ont multipliées les usines un peu partout, en ne regardant que les salaires.

Quant à parler de "cadre non coopératif", on peut penser que les excédents allemands, chinois et nippons, n'étaient pas tellement coopératifs.

Pour Lavrov, nous sommes déjà dans un monde post occidental, et ce n'est pas plus mal. Cela ne faisait que souffler sur des braises ridicules. L'entrée de l'Inde et du Pakistan, dans l'OCS, alors que l'Inde avait des relations tendues avec la Chine, indique une volonté de passer par dessus les vieilles querelles, comme l'entrée conjointe du Pakistan et de l'Inde, qui sont en guerre larvée depuis plus de 70 ans. Des querelles concernant l'âne ou la mobylette d'Ocatarinettabellatchix. Mais qui saignaient financièrement 1500 ou 3000 millions de personnes.

On nous annonce le déclin, d'ailleurs, de l'agriculture occidentale d'ici 2027. Il paraît que question diesel, c'est pas ça. A mon avis, ils ont tort, profondément, de miser là-dessus. On fera du carburant avec des navets s'il le faut.

Certains s'alarment dans un article : "«On risque l'insurrection» : des soutiens d'Emmanuel Macron alertent sur les inégalités. " Moi, ce qui m'alarme, ce ne sont pas les divagations de Minc. C'est la photo du président, et sa belle tête de vainqueur.

Une vraie tête d'XXXXXXXXX-heureux.

Pire que la famille royale d'Espagne peinte par Goya, où on ne voyait que des dégénérés, ravagés par 4 générations de consanguinité... Tellement ressemblant, sans doute, qu'il était impossible de sanctionner Goya.

D'ailleurs, l'enfumage, notamment sur les retraites, est maximal : "Chaque euro versé pour retraite comptera" lire : finit les 6 derniers mois (fonctionnaires) et 25 meilleures années... Division par 2 des retraites ?

" **L'économiste Charles Gave répond à la question : « L'Italie va-t-elle précipiter l'Europe dans le chaos ? »** " La bonne réponse, c'est que "l'Euro, c'est le [chaos](#)".

Comme l'a dit un lecteur, Charles Gave nous dit que le commerce international va se viander, faute de dollars. Voilà ce que c'est d'avoir des compétences, comme Saddam, et de s'en priver. Heureusement qu'on peut miser sur Kim pour fabriquer des faux vrais dollars plus vrais que les vrais. Il faut simplement lui dire que ses rotatives ne fonctionnent pas assez vite.

[Trêve de plaisanteries](#), il va s'en dire que l'idée que ce soit le pétrole qui casse les jambes au commerce, ne lui est même pas venu à l'idée, comme l'indique un lecteur, comme le prix du pétrole a déjà cassé la production industrielle française. Le pétrole, c'est bien connu, ça ne rentre même pas en ligne de compte dans l'Oeconomie.

L'huile de palme « durable » n'existe pas

11 juillet 2018 / [Amélie Beaucour Reporterre](#)



En autorisant Total à importer massivement de l'huile de palme pour sa raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), Nicolas Hulot a relancé le débat sur les problèmes environnementaux et sociaux causés par la culture intensive du palmier à huile. L'huile de palme durable existe-t-elle ? Peut-on s'en passer ?

Les plantations de palmier à huile dévastent la biodiversité et des vies humaines dans les pays tropicaux. Le consommateur conscient de ce fait peut vouloir trouver l'alternative à l'huile de palme et à ses multiples dérivés. Pourtant, s'en passer relève du parcours du combattant. Pâtes à tartiner, biscuits, plats préparés, liquides vaisselle, shampoings, dentifrices... plus de la moitié des produits vendus en supermarché en contient, [selon Amnesty International](#).

Le consommateur peut alors se laisser tenter par le logo promettant une huile de palme responsable ou « *zéro déforestation* » fleurissant les emballages de produits toujours plus nombreux. Suffirait-il alors de consommer des produits utilisant de l'huile responsable pour mettre fin aux conséquences néfastes de sa production ? Non, selon Christian Berdot, qui dénonce ces « *outils mis en place par les industriels pour les industriels* ». Ce militant des Amis de la Terre ne croit pas à ce système de certification, aux raisons d'être davantage marketing qu'écologiques. « *Le principal problème est la surconsommation d'huile de palme.*

Or, plutôt que de réduire notre consommation, la certification accompagne la croissance de nos importations », résume-t-il. Rassuré par un logo qui « garantit » une huile de palme durable, le consommateur se déculpabilise et continue à acheter.

Effectivement, le problème de ces certifications est qu'elles ne certifient pas grand-chose. Selon un rapport de la fondation Changing Markets [publié en mai dernier](#), aucune des certifications en vigueur aujourd'hui n'a réussi à enrayer la déforestation, le drainage des tourbières ou la perte de la biodiversité. Pourquoi ? Parce que les critères pour obtenir le droit de les apposer sur les emballages sont très flous et peu contraignants.

« Une chaîne d'approvisionnement toujours plus longue et toujours plus complexe »

Prenons l'exemple de la certification RSPO (pour Roundtable On Sustainable Palm Oil ou « *table ronde pour une huile de palme durable* », en français). Elle couvre 19 % de la production mondiale d'huile de palme, ce qui en fait la référence en la matière. Elle propose trois « *niveaux de certification* » en fonction du niveau d'engagement de l'entreprise. *RSPO Segregated*, le régime le plus avancé, affirme garantir une huile de palme qui respecte 100 % du cahier des charges de la table ronde — reste, on va le voir, à savoir de quelles charges on parle. À un niveau inférieur, *RSPO Mass Balance* — le système hybride — indique qu'une partie de l'huile de palme utilisée respecte les critères, mais que l'autre non. Enfin, *Green Palm*, le niveau le plus faible, atteste simplement que l'entreprise a versé une somme à la table ronde pour soutenir ses actions. En aucun cas elle n'engage des efforts sur sa propre huile de palme. Une entreprise peut donc impunément utiliser de l'huile de palme « *sale* » tout en apposant un logo « *vert* ».

Au-delà de ces facilités d'obtention, le problème réside également dans les critères à remplir pour certifier qu'une huile est, ou non, durable. « *Tout dépend de ce que vous mettez derrière le mot "durable"* », dit Cécile Leuba, chargée de campagne Forêt chez Greenpeace. *Tous les acteurs de la profession n'en ont pas la même définition.* » Pas d'arbre abattu pour étendre les surfaces cultivées, des espaces de vie préservés, des plantations entretenues sans produit chimique, de bonnes conditions de travail, un salaire décent... Chaque entité est libre d'interpréter ces paramètres comme elle l'entend. Ainsi, une politique « *zéro déforestation* » peut très bien ne prendre en compte que les forêts primaires et exclure les forêts secondaires. En d'autres termes, une entreprise qui indique ne pas participer à la déforestation peut tout à fait continuer à abattre des arbres.



De l'huile de palme utilisée pour la cuisson, au Ghana.

Comment s'y retrouver lorsque les acteurs ne parviennent même pas à s'accorder sur la définition d'une forêt ? En 2016, plusieurs ONG, à l'instar de Greenpeace et The Forest Trust (TFT), se sont assises à la table des négociations pour établir une méthode scientifique de référence : l'approche [High Carbon Stock \(HCS\)](#). Elle permet d'identifier les forêts à préserver de la culture du palmier à huile. Dorénavant, si aucune mention n'est faite de cette exigence HCS dans le cahier des charges d'une politique « *palme durable* », elle n'est pas reconnue par les ONG signataires. Cependant, cette méthode est très peu utilisée par les entreprises.

Et, au total, « *aucune entreprise aujourd'hui n'est en mesure de garantir que son huile de palme est durable* », déplore Cécile Leuba. Comment l'expliquer ? « *Sans doute un manque de volonté, mais aussi des difficultés à remonter une chaîne d'approvisionnement toujours plus longue et toujours plus complexe* », suggère-t-elle.

La première étape pour se passer d'huile de palme : supprimer les plats transformés

Comment faire, alors ? Christian Berdot refuse de croire qu'une huile de palme durable est impossible à produire. « *Elle a déjà existé, cette huile de palme durable. Pendant des milliers d'années, elle a été la base de l'alimentation des peuples qui la cultivaient à leur échelle, notamment sur le continent africain.* » Elle fait également vivre une part non négligeable des populations malaisiennes et indonésiennes. Selon Greenpeace, il faudrait déjà commencer par produire sur des terres déjà dégradées et non défricher de nouvelles surfaces. Un argument qui a déjà été mis sur la table mais qui ne semble pas avoir été pris en compte par les producteurs.

En attendant, les Amis de Terre suggèrent de travailler sur la demande en huile de palme. « *C'est cette demande croissante qui entraîne toute cette production industrielle dévastatrice* », explique Christian Berdot.

S'il est difficile de s'en passer, un enseignant de 33 ans a toutefois [prouvé que c'était possible](#). Pendant un an, Adrien Gontier n'a pas consommé une seule goutte d'huile de palme ([ou presque](#)). Selon lui, la première étape est de supprimer les plats transformés. Ce geste ferait automatiquement chuter la consommation d'huile de palme de... 90 %. Mais, « *même en essayant de réduire sa consommation dans les produits alimentaires ou d'entretien, l'huile de palme dans les carburants (gasoil) nous est imposée* », déplore-t-il.

Coincé, le consommateur va uniquement agir sur la réduction de sa consommation. Mais elle n'est pas le seul levier disponible. « *Il n'y a pas que la consommation qui a un impact, conclut-il. Il nous faut aussi alerter nos députés français et européens, écrire aux entreprises pour leur expliquer pourquoi nous n'achetons plus leurs produits. Les actions sont multiples et chacun, chacune peut agir selon sa motivation.* »

[Un iceberg de 10 milliards de tonnes se détache de la banquise, témoignage accablant de la fonte des glaces](#)



Une équipe de recherche de l'université de New York a passé une décennie à observer les glaciers du Groenland. Ils viennent de publier les images en time-lapse d'un iceberg qui s'est détaché du glacier d'Helheim. D'une largeur de 6 km, de 800 m de profondeur et de 1,6 km de long, cet iceberg pèse entre 10 et 14 milliards de tonnes. C'est 3 % de la glace qu'apportera le Groenland en 2018 à la mer qui s'est détaché en trente minutes.

Les chercheurs qui l'ont capturé étudient comment il contribue à l'élévation catastrophique du niveau de la mer dans le monde. Car ces phénomènes pourraient rendre l'Antarctique, au pôle Sud, instable. Les chercheurs cherchent à comprendre et à modéliser un éventuel effondrement de l'Antarctique. Le glacier d'Helheim, au Groenland, leur sert de laboratoire « naturel ».

On pêche (et on gaspille) toujours plus de poisson

Publié le mardi 10 juillet 2018 à 6h08 par [Sandy Dauphin](#)

Une production record, grâce notamment au développement de l'aquaculture, mais une explosion du gaspillage, avec 1 poisson pêché sur 3 qui n'arrive pas dans nos assiettes. Tel est le préoccupant bilan de l'Agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a été publié hier.



Avec plus de 15 millions de tonnes de poissons pêchées en 2015, la Chine est de loin le premier producteur mondial. © AFP / Liu Zhenqing / XINHUA

Aujourd'hui, dans le monde, 35 % des poissons pêchés n'arrivent pas dans les assiettes,

soit parce qu'ils sont rejetés en mer, trop petits ou parce que ce sont des prises accessoires qui n'intéressent pas les pêcheurs, soit, encore, parce qu'ils pourrissent avant d'être consommés.

Le gaspillage s'explique surtout par des problèmes de conservation une fois à terre. Malgré des progrès enregistrés, les systèmes de réfrigération et de transport laissent encore à désirer dans certaines régions du monde.

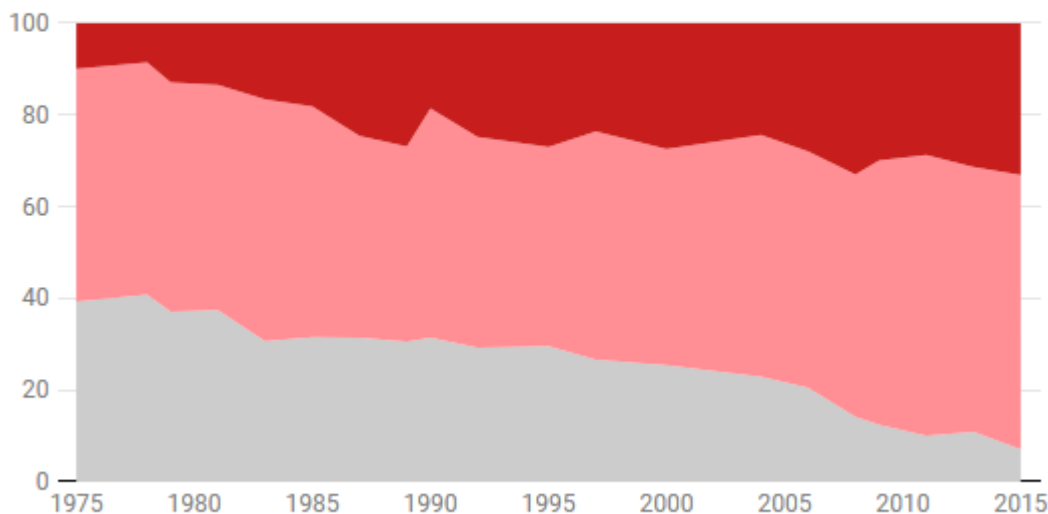
L'aquaculture a dépassé la pêche

Le rapport de l'Agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) confirme aussi que l'aquaculture a dépassé la pêche classique. En 2015, sur la planète, **plus de 1 poisson consommé sur 2 est issu de l'élevage.**

Ça n'a pourtant pas réduit la surpêche. 33 % des stocks de poissons dans le monde étaient surexploités en 2015, contre 10 % en 1974...

Le tiers des stocks de poisson mondiaux est surexploité

Évolution de l'état des stocks ichthyologiques marins mondiaux, de 1974 à 2015



Source: FAO • Get the data • Created with Datawrapper

En tête de ce triste palmarès, la mer Noire, mais aussi la Méditerranée, où près des deux tiers des stocks sont exploités à un niveau biologiquement "non durable". C'est le cas notamment pour les sardines, le merlu, le turbot ou le rouget.

La consommation annuelle par habitant de la planète est passée de 9 kilos en 1961 à une estimation de 20,5 kilos en 2017.

Énergies renouvelables : faux scénarios et vrais mensonges

Par Michel Gay Contrepoints.org 8 novembre 2015

Certes, le nucléaire a des inconvénients, mais ne pas y recourir entraînerait des inconvénients encore plus élevés.



gil eza-barrage soulages 2 (CC BY-NC-ND 2.0)

Il faut se méfier des vrais « faux scénarios » développés, par exemple, par l'organisation Greenpeace, parfois conjointement avec le lobby européen des énergies renouvelables [1. « Révolution énergétique : vers un avenir énergétique propre et durable », d'octobre 2008.], et par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise des énergies (ADEME) qui semble s'en être inspirée¹.

Ces scénarios tablent sur un miracle énergétique hasardeux.

En effet, la consommation mondiale d'énergie est d'environ 14 Gtep² en 2014. Or, malgré les 3 milliards d'humains supplémentaires en 2050, et la tendance à un meilleur accès à l'énergie des populations défavorisées, ces organismes militants prévoient la baisse de la consommation à 11,4 Gtep, alors que d'autres experts prévoient plutôt entre 17 et 24 Gtep.

En fait, les scénarios établis par Greenpeace et l'ADEME ne sont pas véritablement prospectifs. Leur objectif est d'essayer de démontrer que le monde pourra résoudre ses problèmes énergétiques et climatiques en 2050 en se passant du nucléaire et grâce aux énergies renouvelables. L'exercice consiste donc à pronostiquer les paramètres de consommation mondiale de l'énergie à des niveaux compatibles avec la réalisation de ce schéma idéal, et peu importe la vraisemblance. Une faible consommation est au minimum nécessaire, mais pas suffisante, pour pouvoir accéder au nirvana énergétique grâce aux énergies renouvelables, sans avoir besoin de nucléaire ni d'énergies fossiles. L'invocation systématique des économies

d'énergies brandies comme la panacée universelle n'est pas dénuée d'arrière-pensées. Instituer une faible demande maîtrisée comme le facteur principal de la solution permet de faire oublier les sources d'énergies à développer, dont le nucléaire, pour satisfaire les besoins.

Comment produire demain plus d'énergie qu'aujourd'hui en respectant les critères de développement durable, et en faisant face à l'épuisement des combustibles fossiles qui fournissent aujourd'hui encore 85% de l'énergie mondiale ?

Deux impératifs contradictoires émergent : produire plus d'énergie tout en freinant la consommation des énergies fossiles majoritaires aujourd'hui. Au regard des besoins mondiaux, l'énergie hydraulique a un faible potentiel de développement. Les autres énergies renouvelables ont un potentiel énergétique théorique considérable, souvent mis en avant, mais une infime partie seulement peut être exploitée. De plus, l'éolien et le solaire sont aléatoirement variables, voire intermittents, alors que les coûteux moyens de stockages nécessaires pour compenser les absences de production par les éventuels surplus n'existent pas.

L'énergie nucléaire s'impose donc comme le seul outil susceptible de résoudre en grande partie la contradiction. Le reste de la production pourra être complétée par des énergies renouvelables suivant les situations locales, et par des appoints d'énergies fossiles (notamment le gaz) pour stabiliser le réseau.

Le public est plus enclin à magnifier les promesses mirobolantes du vent, du soleil, de la houle océanique ou des courants marins, qu'à considérer objectivement les obstacles techniques, écologiques et économiques qui en minimisent la portée. Le foisonnement visuel des EnR peut aussi être perçu comme la garantie de solutions à portée de main. C'est encore une illusion. Cette multitude de mâts et de panneaux ne peut apporter qu'une contribution minime et coûteuse à la production d'énergie d'un pays. Leur gigantesque besoin de surface et, paradoxalement, leur nocivité environnementale à grande échelle empêchent leur émergence comme moyen principal de production.

Le combustible uranium sera disponible pendant plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'années. En effet :

1. les réserves disponibles d'uranium, identifiées plus celles dont des études ont montré l'existence, à moins de 100€ /kg sont de 250 ans au rythme actuel de consommation (440 réacteurs dans le monde et 65.000 tonnes par an),
2. en montant le coût d'extraction à 200€ /kg, ces réserves augmentent encore notablement,
3. ce dernier chiffre est à multiplier par deux si l'uranium est extrait des phosphates,
4. on peut ajouter 30% au chiffre précédent si l'usage du combustible MOX valorisant le plutonium se généralise dans le monde,
5. l'utilisation du thorium, trois à quatre fois plus abondant que l'uranium, prolongera d'autant la durée des combustibles disponibles,
6. enfin, le développement des surgénérateurs (Génération IV à neutrons rapides) permettra de multiplier par... 100 le taux d'utilisation de l'uranium, et donc d'autant les réserves.

Ce sont donc plusieurs milliers d'années de réserve de combustible uranium et thorium disponibles pour le monde entier, quel que soit le taux de développement de l'énergie nucléaire. Issu des opérations d'enrichissement pour les réacteurs, l'uranium appauvri déjà entreposé et disponible dans le monde pourra fournir l'humanité en électricité pendant 1000 (mille) ans avec

la consommation actuelle, lorsqu'il sera utilisé dans des surgénérateurs. L'énergie nucléaire de fission est bien une énergie durable (plusieurs milliers d'années) et, contrairement au pétrole, au gaz et au charbon, elle n'est pas prête de s'épuiser.

À échéance de la fin du siècle, l'énergie nucléaire pourra aussi provenir de la fusion de l'hydrogène (en fait de deux de ses isotopes, le deutérium, non radioactif, et le tritium, radioactif).

À l'échelle humaine, le nucléaire, qu'il soit de fission ou de fusion, ne manquera jamais de combustible. Cette énergie sera capable de répondre aux besoins en électricité des générations futures qui seront confrontées à la disparition des énergies fossiles.

La composition actuelle du parc mondial (majoritairement au charbon) de production d'électricité émet en moyenne 800 g de CO₂ par kWh. Les réacteurs nucléaires en service dans le monde évitent donc l'émission de près de 2,5 milliards de tonnes de CO₂ par an, soit 10% des émissions mondiales dues à l'électricité. Ces chiffres incluent toutes les émissions produites sur l'analyse du cycle de vie (ACV) depuis la mine jusqu'à la gestion des déchets. L'objectif global annuel du protocole de Kyoto (fixé en 1997) était une réduction d'environ 700 millions de tonnes de CO₂ par an entre 1990 (date de référence) et 2012. La réduction permise par le nucléaire représente trois fois cet objectif...

Les déchets nucléaires sont la contrepartie de pollutions évitées. En France, les 7 milliards de tonnes de CO₂ évitées depuis le début du programme ont une valeur économique qui relativise à la baisse l'impact économique de la gestion des déchets radioactifs. En faisant l'hypothèse d'un prix du CO₂ à 10 € la tonne, c'est un coût évité de 70 milliards d'euros... à déduire, par exemple, du coût de la gestion des déchets radioactifs.

Une centrale à charbon de 1000 mégawatts rejette plusieurs tonnes d'uranium et de thorium contenus dans le charbon, chaque année. Elle expose la population à trois fois plus de radioactivité qu'un réacteur nucléaire pour une même production électrique, même si cette dose reste inoffensive. La radioactivité ambiante, naturelle ou due à l'activité humaine, ne doit pas être seulement associée à l'énergie nucléaire.

Puisque l'antinucléarisme est le dogme fondateur de l'écologie politique, les mouvements antinucléaires sont tétanisés à l'idée de reconnaître un quelconque avantage écologique à l'énergie nucléaire dont ils instruisent systématiquement le procès. Les militants antinucléaires cherchent par tous les moyens à nier les mérites du nucléaire dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans l'approvisionnement énergétique mondial. Ils estiment que le nucléaire est une énergie marginale au niveau mondial alors que son bilan quantitatif est à peu près égal à l'hydraulique et bien supérieur aux autres énergies renouvelables productrices d'électricité, pourtant divinisées.

Certes, le nucléaire a des inconvénients, mais ne pas y recourir entraînerait des inconvénients encore plus élevés. Le nucléaire permettra de bâtir plus facilement un futur avec moins de CO₂ et un approvisionnement énergétique mieux sécurisé.

NOTES

1. « *Un mix électrique 100% renouvelable en 2050 ?* », publié en octobre 2015 ↵
2. Gtep = Giga tonnes équivalent pétrole = énergie contenue dans un milliard de tonnes d'équivalent pétrole. ↵

Les coûts s'accroissent, les gains s'annulent

Didier Mermin 9 juillet 2018



Si l'on ne peut contester que le progrès a apporté du bien-être aux humains, la question reste ouverte de savoir jusqu'à quel point, et si nous n'aurions pas dépassé un seuil à partir duquel **les gains s'annulent tandis que les coûts s'accroissent**. Essayons d'expliquer ce qui n'est qu'une vague intuition.

Commençons par les coûts, car ce sont les plus évidents. L'idée vient de ce post de JM Jancovici concernant la « [vague de chaleur](#) » qui sévit actuellement sur l'Iran et d'autres pays d'Asie centrale. Quand on a en mémoire le documentaire d'Arte : « [L'Iran à court d'eau](#) », il semble évident que le réchauffement climatique ne pourra qu'accentuer, par évaporation et réduction des pluies, le manque d'eau qui menace l'Iran. Or, d'après le documentaire (34'30), « *la liberté d'accès à l'eau [fut] en effet le symbole-même de la réussite de la réforme agraire* » à l'époque du Shah, et celle-ci a permis que la population iranienne passe de « *36 millions en 1977 [à] 80 aujourd'hui* » (14'10). Le manque d'eau apparaît donc *a posteriori* comme le véritable « *prix à payer* » de tout ce qui a pu être considéré comme des gains, à savoir ceux du « *progrès à l'occidentale* » basé sur l'industrialisation de l'agriculture, ce que confirme un coup d'œil sur [l'économie de l'Iran](#).

Nous ne connaissons pas encore toutes les répercussions de ce manque sur la vie des Iraniens, mais l'intuition nous dit que ses effets vont se faire ressentir de façon croissante et « *symétrique* » à ceux du progrès, (donc que ses coûts vont s'accroître). Le progrès a pour propriété fondamentale de « *rendre possible l'impossible* », non par magie bien sûr, simplement parce qu'il permet de faire ce qu'avant lui l'on ne pouvait pas faire. Par symétrie, le manque d'eau va rendre impossible ce qui aurait été possible sans lui. Autrement dit, **le progrès ouvre l'éventail des possibles, le manque le referme**. Comme le montre le documentaire, des paysans iraniens viennent grossir les rangs des citadins faute de pouvoir cultiver quoique ce soit : pour ceux-là, l'éventail des possibles a déjà été réduit à zéro. Les cultures et exportations gourmandes en eau, (pastèque, concombre, riz...), seront sûrement abandonnées dans les années qui viennent, et le problème de nourrir 80 millions d'habitants va devenir de plus en plus épineux. Le progrès a donc rendu possible de massifs transferts d'eau, (les Iraniens pour

alimenter des villes, les soviétiques pour [cultiver du coton](#) et les [agriculteurs californiens](#) pour irriguer leurs vergers), mais le manque obligera à restreindre toute la population et à limiter tous les usages, ce qui est l'antithèse du progrès à la façon occidentale.

Voyons maintenant les gains. Ils ne s'annulent pas vraiment si l'on s'en tient aux critères objectifs et matérialistes de la modernité : selon eux, en effet, un occidental moyen d'aujourd'hui « *vit mieux* » que le même occidental en 1950, la preuve par l'espérance de vie, la mortalité à la naissance, etc. A cet argument mille fois ressassé, et que nous ne contestons pas, l'on peut cependant objecter que la comparaison devrait être **subjective**, ce qui change tout. Le point de vue subjectif des individus, (qui existe depuis la nuit des temps), suggère que l'on peut vivre, selon les cas, aussi bien ou aussi mal en 1950 qu'en 2018, (ou n'importe quelle autre année de la Création). La [civilisation d'Angkor](#), et tant d'autres qui l'ont précédé, avaient forcément leurs misérables hugoliens et leurs nababs cousus d'or, le progrès n'a rien changé à cela. Donc, selon ce point de vue, les gains du progrès sont comme annulés, ou du moins ne comptent pas, car, ce qui change d'une époque à l'autre, ce sont seulement les moyens dont chacun dispose pour supporter les vicissitudes de l'existence dans le contexte qui lui est donné. Le progrès, (et son « *niveau de vie* » afférent), relève de statistiques diachroniques alors que des statistiques synchroniques montreraient que heurs et malheurs, plaisirs et difficultés, pertes et profits, ne peuvent que se répartir selon la célèbre « *courbe en cloche* » de Gauss : ils changent de forme ou de nature au fil du temps, (la télé a remplacé le ciel étoilé), mais ne disparaissent pas. Et quand il arrive un événement tragique, la richesse du pays ne le rend pas moins tragique.

Si maintenant l'on considère les gains comme étant ce qui est gagné sur la concurrence, (en termes de productivité pour une entreprise, de puissance pour un État et de statut pour un individu), alors il est évident qu'ils tendent vers zéro, car les avantages s'estompent à mesure que le progrès diffuse. Le bac était jadis un diplôme rare, et les ingénieurs respectés comme des demi-dieux. Aujourd'hui, même les caissières ont leur bac et les ingénieurs sont traités en prolétaires comme les autres. Le progrès technique n'en reste pas moins cumulatif, comme le montre bien l'informatique : d'abord les ordinateurs, (avec des programmes minables faute de puissance), puis des programmes sophistiqués, puis les réseaux, puis Internet et finalement l'IA. Mais disposer d'Internet n'est plus un « *atout* » pour l'entreprise lambda, c'est une nécessité incontournable, donc un coût. Le gain s'est bel et bien volatilisé.

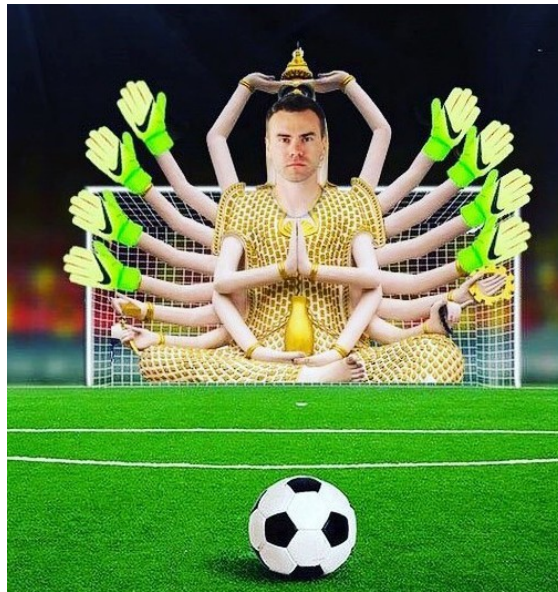
Donc les coûts restent et s'accumulent puisque chacun se voit contraint d'adopter les innovations, tandis que celles-ci n'apportent un avantage que pour une durée limitée. Ce serait un moindre mal si ces coûts n'étaient que financiers, mais ce n'est malheureusement pas le cas : ils représentent quelque chose qui a dû être produit, donc qui a d'abord coûté... de l'énergie ! C'est pourquoi il faut prendre très au sérieux, même s'il semble approximatif, ce [post de JM Jancovici](#) concernant la consommation des moyens informatiques : elle double tous les 4 ans. Ce n'est pas étonnant puisqu'il faut constamment inventer de nouveaux « *besoins* » pour faire apparaître de nouveaux avantages compétitifs qui se font noyer dans la masse. On a donc des coûts qui explosent, (énergie consommée et pollutions afférentes), et, « *en même temps* », des « *gains* » toujours plus futiles et éphémères. Le tout dans un contexte de pénuries où l'éventail des possibles se refermera comme le rideau à la fin du spectacle : ce ne sera sans doute pas la fin du monde, mais sûrement celle du progrès à la mode de chez nous.

Une expérience immersive

Par Dmitry Orlov – Le 3 Juin 2018 – Source [Club Orlov](#)

Je reste généralement loin des sujets aussi insignifiants que le sport. Divers jeux physiques sont utiles pour élever des enfants en bonne santé, mais le sport professionnel fait partie d'un système de distraction-divertissement organisé.

J'aime faire la distinction entre le divertissement et le plaisir : c'est amusant si vous le faites vous-même et cela demande une certaine quantité de travail de votre part ; si vous vous asseyez passivement et que vous l'absorbez, c'est un divertissement. Escalader une montagne est amusant ; regarder quelqu'un escalader le mont Everest, à moins que vous ne vous prépariez à le faire vous-même, c'est du divertissement et donc une perte de temps. **Je m'amuse beaucoup à observer l'effondrement, encore incomplet, de la civilisation occidentale, et ce n'est pas une perte de mon temps – ou du vôtre – parce que je me prépare à y survivre, comme vous devriez le faire.**



Akinfeev, le gardien russe

Mais je suppose qu'il y a des moments où la forme de distraction organisée qu'est le sport professionnel échappe au domaine du trivial et se rapproche du sublime, et il semble que la Coupe du monde actuellement en cours en Russie soit un tel événement, et il m'a contraint à y prêter attention – pas seulement pour le football, bien que les péripéties de ce tournoi aient été assez curieuses. Personne n'aurait pu prédire que certaines des équipes les plus fortes – l'Allemagne et l'Espagne – seraient éliminées avant les quarts de finale, et que cette dernière serait éliminée par la Russie. Les footballeurs russes ne sont pas connus pour gagner des matchs internationaux. Une blague populaire dit : Que veut la Russie pour le Nouvel An? (Noël en fait, le 7 janvier, n'est pas une occasion de faire des cadeaux). De nouvelles jambes pour ses footballeurs ! Que la Russie soit arrivée en quarts de finale est déjà une grande victoire et un petit miracle, et il y a beaucoup de danses dans les rues. Akinfeev, le gardien russe, à qui l'équipe doit à plusieurs reprises sa victoire sur l'Espagne, est devenu un héros national et un mème Internet.

Mais vous pouvez tout lire ailleurs. C'est l'une des rares occasions où la presse occidentale fournit une couverture raisonnablement précise. Ce qui m'intéresse beaucoup, c'est la réaction des milliers de personnes venues du monde entier qui ont envahi la Russie pour assister à cet événement et participer aux festivités, y compris les dix mille fans de football des États-Unis dont l'équipe nationale n'est même pas qualifiée pour ce tournoi. Une telle présence américaine est surprenante, car leurs compatriotes ont tendance à préférer divers jeux à la maison, comme celui dans lequel les hommes courent autour d'un champ serrant un objet oblong et se donnent des coups, ou cet autre jeu de balle dans lequel les hommes restent la plupart du temps juste debout, crachent beaucoup et ajustent sans cesse leurs casquettes. La plupart du reste du monde ne se soucie pas du tout d'eux ; le jeu vraiment international est le football.

Ce qui est vraiment important, c'est que tous ces fans de football ont pu voir la Russie par eux-mêmes, sans aucune interférence inutile des porte-parole des médias occidentaux qui considèrent que leur mission est de traîner sans fin la Russie dans la boue. Beaucoup de gens, Européens et Américains en particulier, sont allés en Russie en s'attendant à trouver le pays décrit par leurs médias : un endroit sombre et lugubre, vétuste et sale, avec un service grossier et inutile, des fonctionnaires voyous et corrompus, et, pour couronner le tout, très dangereux. Ce qu'ils ont trouvé à la place était un pays amical, hospitalier, propre, sûr et éclairé, conçu pour créer la meilleure atmosphère de fête imaginable. C'est une percée en matière de relations publiques. Leur expérience de première main de la vie en Russie rendra un peu plus difficile pour leurs médias nationaux de continuer à leur vendre la désinformation sur la Russie. Mais je suis sûr qu'ils vont encore essayer, à cause d'une combinaison d'inertie institutionnelle et de parti pris anti-russe enraciné.

À titre d'exemple de tels efforts de couverture biaisée qui ont échoué, un couple de correspondants britanniques a écrit que des gens faisaient le salut nazi et chantaient des « chansons de la jeunesse hitlérienne » dans un bar. C'était à Volgograd, autrefois Stalingrad, là où les envahisseurs nazis ont été arrêtés et battus – un endroit où les souvenirs de guerre sont encore frais et où, pensait-on, quelqu'un qui ferait le salut nazi serait frappé. La totalité de cette histoire, telle que rapportée, semblait beaucoup trop ridicule, et des journalistes russes sont donc venus enquêter. Effectivement, ils ont découvert que certaines personnes dans un bar de Volgograd ont fait le salut nazi. Ils étaient saouls, mais c'étaient... des fans de football britanniques. Personne ici ne s'en est offusqué ou leur a fait des ennuis. Peut-être n'était-ce pas simplement une stupidité d'ivrogne ou un peu de démonstration de force : aller à Stalingrad et faire semblant d'être un nazi, juste pour voir si l'endroit est vraiment sûr. Il y a trois décennies, des amis russes ont fait quelque chose de similaire aux États-Unis : ils ont acheté quelques bouteilles de vodkas, volé un camion de pompiers et l'ont conduit à travers l'Alabama en buvant de la vodka et en chantant des chansons russes. Pour ce comportement exubérant, ils ont passé deux nuits dans la prison du comté et ont été libérés. Les États-Unis étaient un pays sûr... à l'époque.

Reportages biaisés et provocations à part, plusieurs centaines de milliers de fans de football étrangers qui ont visité la Russie, plus plusieurs centaines de millions de téléspectateurs à travers le monde qui ont regardé les reportages sur la Russie, ont vu un pays ouvert, accueillant, beau, sûr et prospère. C'est une victoire pour la Russie et une défaite pour CNN, le New York Times, le Washington Post et Hollywood, qui ont tous essayé de représenter la Russie comme une menace. Cette représentation de la Russie n'est pas entièrement fautive. Tout dépend de

leurs intentions (ou plutôt de celles de leurs propriétaires). Ceux qui se battent pour la domination du monde n'auront plus qu'à s'en prendre à eux-mêmes : les Russes leur arracheront la tête à chaque fois. Mais ceux qui vont en Russie pour jouer avec un ballon de football dans un champ, ou pour tout autre but pacifique, et qui restent amicaux et respectueux, sont sûrs de passer un bon moment. Ce choix est le leur – et le vôtre.

Faut-il casser des vitrines pour manger moins de viande ?

Michel Sourrouille 12 juillet 2018



Vitrine cassée, le slogan de la boucherie « L'art, le goût, la tradition » est détourné : « *L'art du meurtre, le goût de la mort, la tradition spéciste* ». Le boucher reste interdit. « *Nos clients n'ont pas compris que des gens puissent imposer leurs idées par la violence.* » Les militants végans locaux rejettent la violence dont on les soupçonne : « *On veut juste informer sur la souffrance animale et engager le dialogue avec les gens.* » LE MONDE* fait un article sur ces attaques de boucheries qui se multiplient. Pour Claire Schweitzer, porte-parole des associations « Liberté égalité animale 49 » et [L214](#), « *la violence est d'abord du côté des éleveurs quand ils cassent du matériel ou déversent du fumier devant la préfecture* ».

La violence habituelle du système marchand est bien plus ample et généralisée que ce qui fait déplaisir aux Vegans. Cette violence doit être combattue et il est même étonnant que les pratiques de « terrorisme » écologique soit actuellement si peu mises en œuvre. On trouve des références aux [écoguerriers](#) quasiment seulement dans les livres comme le [gang de la clé à molette](#) ou des films comme celui qui vient de paraître, *Woman at War* : « Entre landes et volcans d'Islande, l'activiste Halla, munie de son arc et de ses flèches, fait sauter les lignes à haute tension ou exploser les pylônes pour lutter contre des usines d'aluminium. Ce film joyeusement militant montre une Artémis moderne en lutte contre le grand capital. C'est un manuel illustré de résistance contre les technologies qui nous pistent : portables, drones, caméras thermiques, ADN » (Le Canard enchaîné du 4 juillet 2018). « Halla arpente en guerrière déterminée les paysages islandais. Militante écologique qui agit seule, elle vise les lignes à haute tension qui alimentent une industrie locale et polluante de l'aluminium. Le film ne perdra pas de vue son propos, ni l'engagement qu'il défend, et finalement fait réfléchir » (LE MONDE du 5 juillet 2018). Allez voir ce film, et allez ensuite acheter un arc et des flèches !

Rappelons le discours d'[Edward Abbey](#), un de ceux qui ont le mieux décrit les écoguerriers : « *Le but de leur militantisme est de faire augmenter les coûts de l'Ennemi, de le forcer à mettre un terme à l'invasion de nos terres publiques, de nos dernières terres sauvages. L'écoguerrier doit travailler sans espoir de gloire ou de célébrité, ou même de reconnaissance publique, pour le présent au moins. Il doit au contraire subir l'opprobre et la vindicte populaires, essuyer les*

injures et les insultes. L'écoguerrier est un guérillero en guerre contre un ennemi doté d'un équipement high-tech, un ennemi financé par l'Etat, qui bénéficie de la protection des médias, qui est supérieur en nombre et qui a la police secrète dans son camp, et aussi la police des communications et la police de la pensée. L'écoguerrier doit se battre contre tout ça sans porter la moindre arme. Son Code de l'Honneur le lui interdit. En effet l'écoguerrier ne se bat pas contre des hommes, il se bat contre une institution, l'Empire planétaire de la Croissance et de la Cupidité. Il ne se bat pas contre des êtres humains mais contre une mégamachine monstrueuse, contre une technologie en cavale, hors de contrôle, une entité vorace qui se nourrit des hommes, de tous les choses vivantes, et même des minéraux, des métaux, de l'assise rocheuse de toute vie terrestre ! »

* LE MONDE du 8-9 juillet 2018, *Des boucheries angevines visées par des défenseurs des animaux*

SECTION ÉCONOMIE



La dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 247 000 milliards \$ au 1er trimestre 2018

Publié le 12 juillet 2018 à 01:05:50 / 3 commentaires / 613 vues

Selon la dernière analyse de l'institute of international Finance (IIF), la dette mondiale a augmenté de 8 000 milliards de dollars au cours du 1er trimestre 2018,... Lire la suite



Warning: Peter Boockvar: USA: Inflation: "On a jamais vu ça en 7 ans !"

Publié le 11 juillet 2018 à 22:20:51 / 0 commentaire / 1 682 vues

Peter Boockvar, chef analyste de marché chez le courtier Lindsey Group explique sur kingworldnews alors que nous nous dirigeons vers un prochain cycle de folie... Lire la suite



Jim Rickards: "Le dollar est source d'instabilité mondiale"

Publié le 11 juillet 2018 à 17:00:46 / 0 commentaire / 616 vues

Le dollar constitue environ 60% des réserves mondiales, 80% des paiements internationaux et presque 100% des transactions de pétrole. Ainsi, la force ou la faiblesse du... Lire la suite



Philippe Béchade: "On est parti sur 900 milliards de rachats de titres par les entreprises cette année, soit 80 milliards de Q.E par mois !"

Publié le 11 juillet 2018 à 16:00:15 / 0 commentaire / 1 113 vues

Le face à face a opposé Philippe Béchade, rédacteur en chef de la Bourse au quotidien, de la Chronique Agora, membre des Econoclastes, et Véronique

Riches-Flores,... Lire la suite



Guerres commerciales: Trump à la Conquête du monde ! Ça tourne mal !

Publié le 11 juillet 2018 à 12:00:12 / 0 commentaire / 883 vues

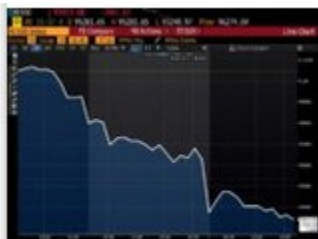
Trump lance des guerres commerciales à travers toute la planète. Quelle stratégie poursuit-il ? Que peut-on tirer de ses deux slogans de campagne : "America... Lire la suite



Simone Wapler: Splendeur et décadence de la mondialisation

Publié le 11 juillet 2018 à 11:00:23 / 0 commentaire / 768 vues

Petit à petit, le bon côté de la mondialisation – la liberté des échanges – s’efface tandis que le côté sombre – le gouvernement supranational et tentaculaire... Lire la suite



Le marché actions turc a perdu plus de 7% ces 3 derniers jours

Publié le 11 juillet 2018 à 17:30:01 / 0 commentaire / 480 vues

Le marché actions turc a perdu plus de 7% ces 3 derniers jours La livre turque face au dollar en 1 graphique.... Quelle claque ! En relevant ses taux d’intérêt, la... Lire la suite



Baisse inattendue de la production industrielle en mai

Publié le 12 juillet 2018 à 07:00:03 / 5 commentaires / 679 vues

D’après l’agence Reuters relayée par le site Boursier.com, « la production industrielle de la France a enchaîné en mai un troisième mois de recul consécutif, se... Lire la suite

Guerre commerciale : Washington tire une nouvelle salve, Pékin « choqué »

par [Charles Sannat](#) | 12 Juil 2018

Voici une nouvelle étape qui était prévue dans la guerre commerciale initiée et commencée par les États-Unis.

Comme nous l’avions évoqué, les Américains vont taxer une nouvelle tranche des importations chinoises, ce qui entraînera une riposte des Chinois, même s’ils ont moins de moyens de rétorsion.

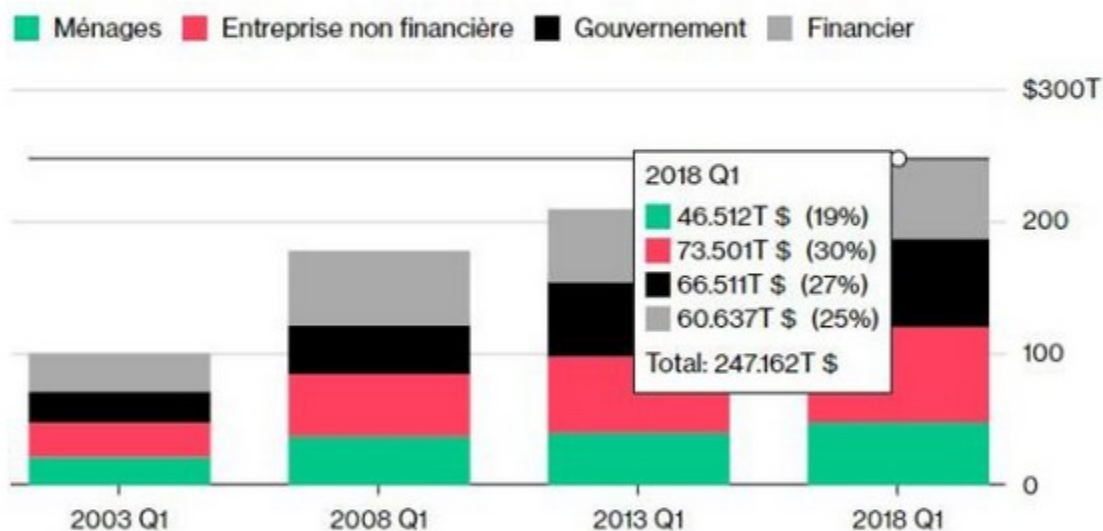
Nous sommes en plein conflit commercial, en pleine démondialisation et au cœur de l’été, Donald Trump semble souhaiter accélérer les choses.

La dette mondiale vient d'atteindre un nouveau sommet historique à 247 000 milliards \$ au 1er trimestre 2018

Le 12 Jul 2018 à 01:05:50 / 3 Commentaires / 615 vues

👍 2 🗨️ 0 ⓘ Noter

Selon la dernière analyse de l'institute of international Finance (IIF), la dette mondiale a augmenté de 8 000 milliards de dollars au cours du 1^{er} trimestre 2018, atteignant un nouveau sommet historique à 247 000 milliards de dollars (318% du PIB mondial).



Source :: Institut de finance internationale

Les gouvernements sont en faillite, les dettes augmentent maintenant à un rythme exponentiel. Cette phase d'endettement de plus d'1 siècle touche à sa fin. Préparez-vous au pire !

Source: iif.com

Qui renflouera les gouvernements lors de la prochaine crise ?

Rédigé le 11 juillet 2018 par [Jim Rickards](#)

Lors de la prochaine crise, la Fed et la BCE ne pourront pas créer des milliers de milliards de dollars ou d'euros et le FMI ne pourra pas sauver les pays développés.

En 2015, j'ai participé à plusieurs comités consacrés aux conflits économiques, et notamment à une simulation de guerre économique, au Pentagone, où la Chine et les Etats-Unis étaient adversaires.



Au fil des analyses de nos scénarios, j'ai renouvelé mon inquiétude concernant le fait que la Chine et la Russie aient triplé leurs réserves d'or ces dernières années, évoluant vers une marginalisation du dollar américain en tant que devise de réserve mondiale. David Dollar a objecté vigoureusement. L'émissaire au patronyme prédestiné s'est tourné vers moi en tapant du poing sur la table et en s'exclamant :

« Le dollar est la devise de réserve mondiale depuis longtemps, il est la devise de réserve mondiale aujourd'hui, et il restera la devise de réserve mondiale à l'avenir ! ».

Je l'ai regardé et lui ai dit :

« David, c'est comme si j'étais assis à Whitehall en 1913 à écouter John Bull déclarer 'la livre sterling est la devise de réserve mondiale depuis longtemps, elle est la devise de réserve mondiale aujourd'hui, et elle le restera à l'avenir !' ».

Le long déclin de la livre sterling, en tant que monnaie de réserve mondiale, a débuté en novembre 1914 et s'est déroulé jusqu'à Bretton Woods, en 1944. Aujourd'hui, la livre sterling représente une part insignifiante des positions de réserve et des règlements internationaux.

Mais David Dollar n'est pas le seul membre éminent de l'élite monétaire ressentant une confiance illimitée vis-à-vis du statut du dollar comme référence pour le système monétaire international.

Le 15 février 2017, j'ai rencontré personnellement l'ex-secrétaire au Trésor Tim Geithner, lors d'une réunion en petit comité, à New York. Je lui ai demandé franchement quel était le plan, s'agissant de la prochaine crise monétaire, et notamment certains aspects du *reset* monétaire mondial.

J'ai suggéré que la Fed avait fait peu d'efforts pour réduire son bilan après la crise de 2008 : il était toujours aux alentours de 4 200 milliards de dollars, niveau atteint fin 2014. J'ai exprimé mes doutes sur la capacité qu'aurait alors la Fed à doubler voire quadrupler à nouveau son bilan, comme elle l'avait fait après la crise de 2008. Ensuite, j'ai demandé de but en blanc à Geithner s'il pensait que le FMI allait éventuellement imprimer des milliers de milliards de droits de tirage spéciaux (DTS) pour réinjecter des liquidités dans le système monétaire international, en cas de nouvelle crise, ce qui représenterait une forme de *reset* monétaire mondial.

A ma surprise, Geithner a écarté l'idée que le FMI puisse sauver le monde. Voici ce qu'il a dit :
« *Nous avons essayé, après 2008, et cela n'a pas très bien marché* ».

Le problème est en partie dû au fait que l'émission est intervenue longtemps après l'apaisement de la crise, et même après le début de la reprise aux Etats-Unis. En outre, les montants en question étaient modestes, par rapport aux 10 000 milliards de dollars de swaps de devises organisés entre la Fed et la BCE, et les milliers de milliards de dollars d'émission d'argent frais que la Fed avait entrepris via le QE1 et, par la suite, les QE2 et QE3.

Qui renflouera les gouvernements ?

J'ai questionné encore Geithner. Voici ce que je lui ai dit :

« *Bon, si la Fed ne peut élargir son bilan et que l'émission de DTS du FMI est inefficace, alors comment la Fed et les autres banques centrales gèreront-elles une nouvelle crise mondiale de liquidité ?* »

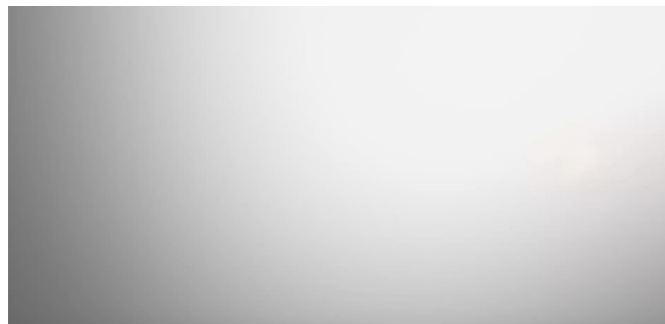
Geithner est resté silencieux puis il m'a dit : « des garanties ».

La proposition de Geithner m'a laissé très sceptique. Si les garanties ont fonctionné en 2008, c'est parce que la panique concernait les établissements de crédit privés et que le gouvernement a pu recourir aux garanties publiques pour soutenir le crédit privé. Lors de la prochaine crise, ce sera différent.

Les acteurs de l'investissement, publics et privés, prennent pour acquis que le gouvernement renflouera les banques. Mais qui renflouera le gouvernement ? La prochaine crise s'accompagnera d'une perte de confiance vis-à-vis du gouvernement lui-même, des banques centrales et de la monnaie fiduciaire. Comment un gouvernement peut-il se « garantir » lui-même lorsque c'est justement le crédit du gouvernement qui est remis en question ?

Autopsie du vide

Rédigé le 11 juillet 2018 par [Bill Bonner](#)



Les investisseurs ont préféré voir le verre à moitié plein ces derniers jours. Petite suggestion : ils devraient y regarder à deux fois et s'intéresser au vide.

Dans le verre à moitié vide se trouvent la guerre commerciale, le déficit, le resserrement monétaire de la Fed, la hausse des taux d'intérêt, des bulles de toutes parts, le pouvoir ténébreux et grandissant du *Deep State*, le krach de marché imminent, la récession qui guette, les Kardashian, l'inévitable faillite du gouvernement américain, le nombre croissant de gens poussés à la folie par les gros titres et qui se transforment en tueurs de masse, et un plus grand

nombre de gens, encore, tellement déprimés par le bla-bla qu'ils n'ont d'autre solution que se taillader les veines, sans parler du solstice d'été (les jours vont raccourcir de plus en plus jusqu'au 21 décembre), et le fait qu'ils deviennent de plus en plus vieux et gros... Et qu'ils mourront tous dans quelques années.

Dans le verre plein, par contre, se trouvent ce qu'ils recherchaient : le PIB est censé progresser de près de 4% par an, le chômage atteint un plus-bas sur 50 ans, le Brexit va être « flexible », la guerre commerciale va se livrer poliment, les Canadiens battent en retraite... les Chinois se déballonnent, la Cour Suprême est remplie d'initiés qui ne feront aucune vague, les propriétaires de logements n'ont pas touché à leurs plus-values latentes dans des proportions inédites, leurs vacances approchent, et ils vont de mieux en mieux chaque jour.

Le verre à moitié plein semblait appeler une hausse des actions. Consciencieux, les investisseurs ont donc acheté. Selon CNBC :

« Les actions affichaient une nette hausse, à la clôture, lundi, les valeurs bancaires ayant augmenté alors que les inquiétudes liées à la guerre commerciale entre les Etats-Unis et certains partenaires clés se dissipaient pour l'instant.

L'Indice Dow Jones Industrial Average a flambé de 320,11 points pour atteindre les 24 776,59 points, J.P. Morgan Chase, Goldman Sachs et Caterpillar affichant la meilleure progression sur cet indice. Le S&P 500 a gagné 0,7% et clôturé à 2 784,17 points alors que les valeurs financières grimpaient de 2,3%. Le Nasdaq Composite a également progressé de 0,9% pour atteindre les 7 756,20 points alors qu'Amazon, Netflix et Apple ont tous progressé d'au moins 1%. »

Les marchés regardent toujours le verre et en comparent les deux moitiés. Les investisseurs tentent toujours de deviner si le verre se remplit ou bien se vide. Mais ici, à la *Chronique*, nous sommes méfiants. Mais qu'y a-t-il, dans ce fichu verre, nous demandons-nous ?

Alors étalons tout sur la table et jetons un coup d'oeil.

Des statistiques du chômage trompeuses

Le taux de chômage enregistre-t-il un plus-bas sur 50 ans ?

Pas vraiment. Les statistiques de l'emploi sont confuses et répugnantes. Davantage de gens sont censés avoir un emploi. Mais davantage de gens n'en ont pas, également. Les vrais emplois à plein temps permettant de faire vivre une famille – dans la production, de type administratif, ou dans les mines – ont certes progressé, au cours du XXI^e siècle, mais la croissance de la main-d'oeuvre a augmenté quatre fois plus vite.

Les emplois à temps partiel ont pris le relais, ou des emplois dans des secteurs de service flexibles, tels que l'assistance aux personnes âgées, garer des voitures ou travailler dans des fast-foods.

La toile de fond du chômage n'a pas beaucoup changé, elle non plus, depuis l'élection de Donald Trump. La tendance demeure la même : davantage d'emplois mal payés, moins d'emplois bien rémunérés.

Résultat ? On passe plus de temps à « travailler » mais on gagne moins d'argent. Un citoyen

moyen a moins de pouvoir d'achat réel qu'il n'en avait au début de ce siècle. Pour maintenir son niveau de vie, il doit emprunter plus et épargner moins. Voilà pourquoi à l'heure actuelle, le taux d'épargne est au-dessous des 3%, soit tout près d'un plus-bas record. Et les emprunts immobiliers enregistrent un plus-haut historique, supérieur même à leur niveau de 2007.

Une croissance sans emplois bien payés

Et *quid* de la croissance du PIB ? L'économie est-t-elle vraiment en pleine expansion ?

Non.

Les économistes parient que le deuxième trimestre sera bon : avec une croissance qui dépassera peut-être même les 4%. Mais il ne sert à rien d'observer un trimestre isolément. Sous le mandat d'Obama, un trimestre a enregistré une croissance du PIB de 5%. Et un autre de plus de 4%. Ensuite, ces deux trimestres sont revenus à la moyenne.

L'économie ralentit depuis au moins 30 ans.

Voici notre hypothèse : l'activité économique est freinée par le vieillissement, la dette, la réglementation et les accords gagnant-perdant du *Deep State*. Si l'on observe des indicateurs non faussés – tels que les ventes fermes et les recettes fiscales – nous constatons que ce frein persiste.

Mais *quid* de la baisse des impôts ? N'était-elle pas censée donner une impulsion à l'économie ?

Et *quid* de la guerre commerciale ? N'était-elle pas censée rapatrier des emplois aux Etats-Unis ?

N'y a-t-il donc rien, dans ce verre à moitié plein, qui puisse restituer sa grandeur à l'Amérique... ou pour le moins renforcer la valeur des actions ?

Peut-être que ceux qui investissent sur le marché actions ont constaté quelque chose que nous ne voyons pas. Tout ce que nous voyons, ce sont des astuces, des arnaques et de la magie noire de pacotille.

L'effet miracle de la baisse d'impôts ?

La baisse des impôts, par exemple, ne semble pas du tout stimuler l'économie. Au contraire, comme l'on pouvait s'y attendre, les économies réalisées sur l'impôt sur les sociétés sont employées à racheter des actions, à réaliser des introductions en bourse et des fusions/acquisitions.

Cela sous-entend que les sociétés n'ont rien de mieux à faire avec leur argent que le restituer aux investisseurs. Apparemment, elles n'enregistrent aucune croissance de leur chiffre d'affaires permettant de justifier l'agrandissement de leurs usines ou d'embaucher.

Or sans investissements, il n'y a aucune raison de s'attendre à une augmentation de la productivité ou des salaires. Au contraire, l'effet net de la baisse d'impôt devrait amplifier les tendances de ces trente dernières années, à savoir l'augmentation des niveaux d'endettement, le transfert d'encore plus de ressources vers la population la plus riche, et la réduction de la croissance réelle au sein de l'économie du quotidien.

Et en ce qui concerne la guerre commerciale, jusqu'à présent, elle a cet effet étonnant de stimuler les exportations, dans la mesure où acheteurs et vendeurs se démènent avant la date fatidique. La balance commerciale américaine a fait un bond inattendu, le mois dernier, car l'on s'est dépêché d'exporter du soja, notamment, en Chine.

Mais ce microphénomène a déjà disparu. A présent, nous sommes face à la réalité de la guerre commerciale : une baisse des ventes, des bénéfices qui diminuent, et une économie qui stagne.

Globalement, presque tout ce que contient ce verre à moitié plein – excepté l'air – relève soit d'une erreur, soit d'une imposture caractérisée.

La folie collective abonde autant que le crédit

Rédigé le 11 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

10 ans après la crise financière mondiale, les folies collectives se multiplient comme les dettes et le crédit.

« La folie est quelque chose de rare chez l'individu ; elle est la règle pour les groupes, les partis, les peuples, les époques. » Nietzsche

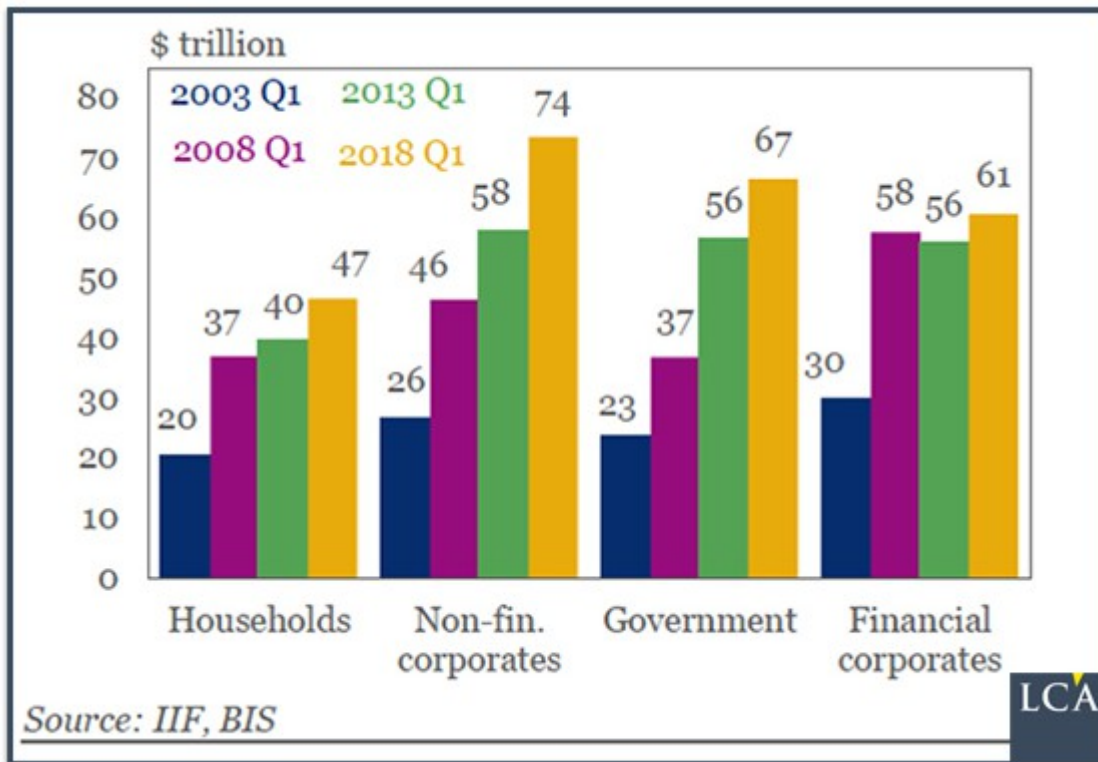
Les socialistes et les économistes ont souvent une caractéristique commune : comme ils pensent « collectif », ils en arrivent à défendre des choses absurdes à l'échelon individuel.

En France, la limitation de la durée du travail à 35h00 partait de la folie du « partage du travail ». Mais si vous dites « si je travaille moins, tout le monde sera plus riche » vous passez pour un crétin.

Ces derniers temps, les imbécilités collectives poussent comme des champignons à la fin de l'été : prétendre soigner une crise de surendettement en rajoutant encore de la dette, la « guerre des monnaies », la « guerre commerciale »...

Hier, l'Institute of International Finance publiait son dernier bilan, le *Global Debt Monitor*.

- La dette mondiale atteint 247 000 milliards de dollars au premier trimestre 2018.
- La dette mondiale a augmenté de 8 000 milliards de dollars sur 12 mois.
- La dette des entreprises et des ménages atteint un niveau record dans les pays développés.



Sachant que la population mondiale est de 7,55 milliards d'individus, cela fait 32 715 \$ de dette par individu (hommes, femmes, enfants et vieillards).

Mais près de 800 millions d'individus vivent avec moins de 1,9 \$ par jour (seuil d'extrême pauvreté) et la population active dans le monde est de 3,27 milliards d'individus. Le vrai chiffre serait en réalité 75 535 \$ par individu actif.

La folie collective aboutit à des situations inhumaines

Ceci vous prouve que la situation est difficilement surmontable. En réalité, elle est inhumaine.

Récemment, les gens se préoccupent un peu plus de la dette, mais les mêmes aiment toujours bien le crédit, en oubliant que c'est la même chose.

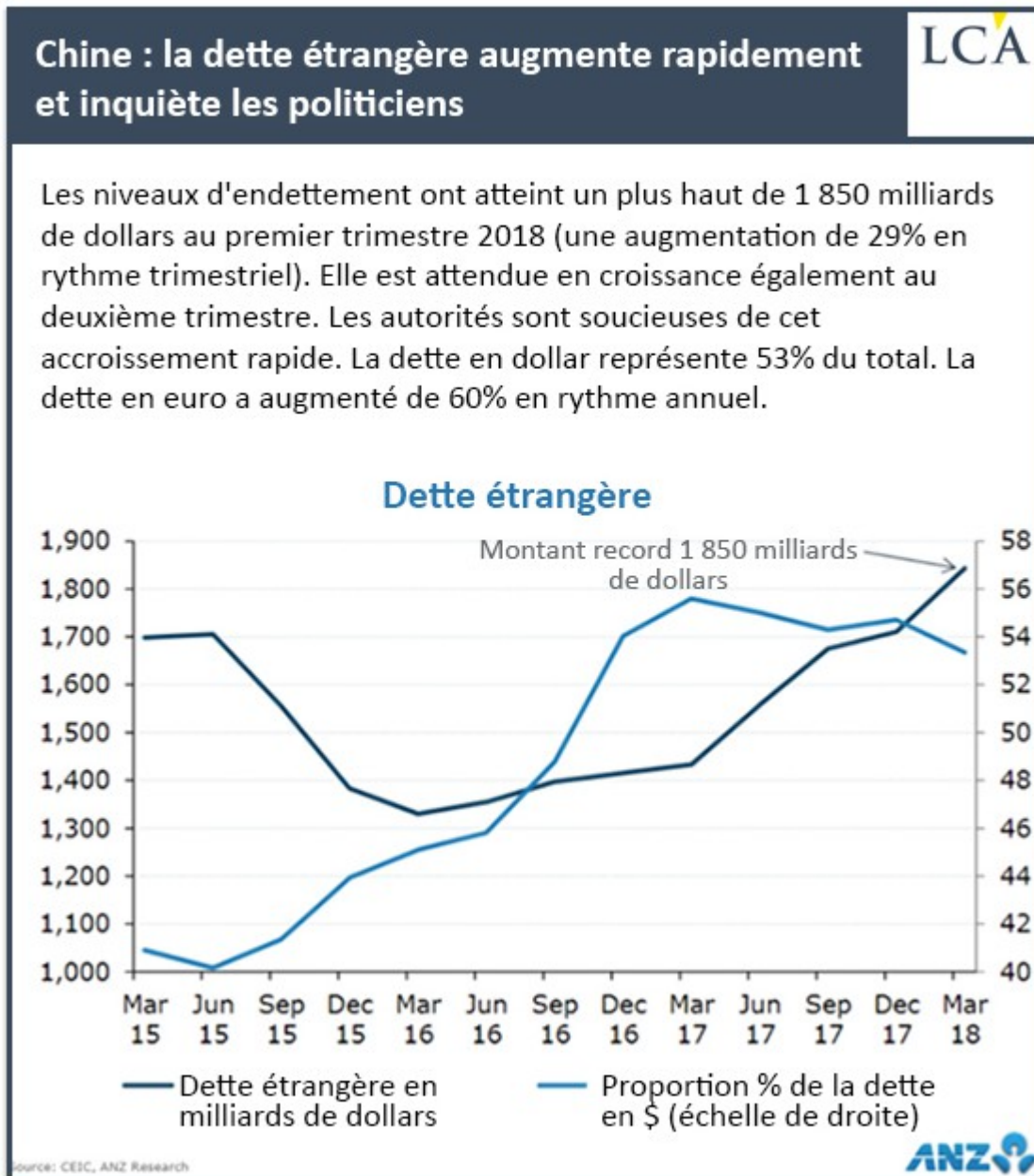
Quand est-ce qu'une dette (ou un crédit) est une bonne chose, ou au contraire un boulet ?

N'importe quel individu sait faire la différence. Si j'ai contracté un prêt pour acquérir quelque chose qui me rapporte plus que les intérêts de mon emprunt et qui me laissera à l'échéance un capital identique à celui que j'ai emprunté, ma dette est une bonne chose. Dans le cas contraire, c'est un boulet.

N'importe qui comprend aussi que c'est dangereux d'emprunter dans une monnaie dont on ne tire pas de revenus. Si j'emprunte en francs suisses mais que les revenus que je tire de mon placement sont en euros, je suis à la merci d'une augmentation du franc suisse par rapport à l'euro. Mais visiblement, une sorte de folie collective a saisi les élus municipaux français qui ont contracté ce type d'emprunts toxiques auprès de Dexia alors qu'ils ne l'auraient probablement pas fait à titre personnel.

La Chine aussi semble avoir sombré dans la folie collective.

Elle a emprunté pour 1 850 milliards de dollars en monnaie étrangère dont plus de la moitié en dollar.



Et dans le même temps, le dollar se renforce par rapport au yuan. La Chine se retrouvera-t-elle comme les misérables collectivités territoriales françaises qui avaient emprunté en franc suisse ?



« Pffff, me direz-vous cher lecteur dont j'admire la sagacité, mais ce n'est pas grave vu que la Chine exporte beaucoup, notamment vers les Etats-Unis et l'Europe. Elle a des revenus en dollars et en euros ».

Vous oubliez une autre folie collective : la « guerre commerciale ». Selon cette imbécillité, si vous faites payer plus cher à votre population ce qu'elle souhaite acheter à l'étranger, vous la protégez.

Or, les Américains ont décidé d'embrasser cette folie collective pour se protéger, vérifiant le principe d'Einstein selon lequel « la définition de la folie, c'est de refaire toujours la même chose, et d'attendre des résultats différents. »

Donc les Chinois pourraient moins exporter et avoir moins de revenus en dollars pour rembourser leurs emprunts contractés en dollar.

Et vous savez quoi ? A titre individuel, les gens n'aiment pas qu'on ne les rembourse pas et ceux qui sont acculés financièrement deviennent méchants.

Un citoyen modèle, que vous le vouliez ou non

*Rédigé le 12 juillet 2018 par **Bill Bonner***

Aux Etats-Unis comme en Chine, le Deep State s'efforce de façonner des citoyens exemplaires... quitte à les lobotomiser.

A gauche, des clowns... à droite, des bouffons : quelle rigolade de les regarder gesticuler et brailler.

Les barrières commerciales... les mesures concernant les toilettes des LGBT... Elizabeth Warren... Rudolph Giuliani... le chômage... l'assouplissement quantitatif (QE)... les Canadiens qui passent clandestinement la frontière [pour acheter nos chaussures](#) : on trouve toutes sortes de distractions peu recommandables, dans les événements d'hier.

Mais *quid* de demain ? Nous apprenons dans les journaux que les ordinateurs peuvent nous battre aux échecs, écrire de meilleurs essais et conduire nos voitures.

Jusque-là, tout va bien.

Hélas, ces mêmes ordinateurs peuvent également reconnaître votre visage dans une foule... annuler vos cartes de crédit... et vous retirer votre passeport. A l'aide d'algorithmes et du Big Data, ils peuvent également nous identifier comme « indésirable »... voire pire.

Quand le fisc fait la police des frontières

Personnellement, c'est là que nous voyons s'ériger devant nous un échafaud... et voilà le bourreau qui s'approche, avec la corde pour nous pendre.

La semaine dernière, deux articles sont venus alimenter nos *inquiétudes*.

D'abord, le Fisc américain (IRS) a annoncé qu'il bloquerait les passeports de 362 000 Américains en retard sur le paiement de l'impôt.

Où est-il écrit, dans la Constitution, que le Percepteur a le droit de frapper d'interdiction de quitter le territoire des citoyens n'ayant jamais été condamnés pour crime ? Nous l'ignorons.

Personnellement, nous pensons être en règle avec le Fisc. Le Code Fiscal américain comptait 74 608 pages en 2016, ce qui laisse énormément de place aux désaccords, ambiguïtés et interprétations.

Notre déclaration d'impôt fait plus de 5 cm d'épaisseur. Elle est établie par des professionnels.

Pourraient-ils se tromper ? Bien entendu. Le Fisc pourrait-il se tromper ? Ou pire, nous compliquer la vie volontairement ?

Vous direz qu'il ne ferait jamais une chose pareille.

En 2013, le Fisc a présenté ses excuses après avoir soumis un groupe de conservateurs à des contrôles approfondis. Il a reconnu qu'il avait réservé un traitement particulièrement dur aux groupes liés au « Tea Party » ou « Patriotes », et promis qu'il ne recommencerait pas.

Bien entendu qu'il ne recommencera pas. Et il ne se trompera pas non plus.

Ciblé par les barbouzes

Déjà, en plus de la liste des « sans passeport » du Fisc, il y a celles des « interdits de vol » et des gens « à attaquer », dressées par l'Etat. Ce qui est intéressant, avec ces listes, c'est que vous ne pouvez jamais savoir si vous figurez dessus... ni pourquoi. L'Etat n'est pas obligé de prouver quoi que soit.

Dernièrement, il y a eu ce cas intéressant : un homme a découvert, apparemment par accident, que l'Etat tentait de le tuer.

Il est allé à un mariage au Moyen-Orient... Et une attaque de missile s'est produite. Mais qui visaient-ils donc ? Et là, il s'est rendu compte que c'était lui qui était visé ! Il a pensé que c'était un accident : les barbouzes l'avaient pris pour quelqu'un d'autre.

Mais vers qui se tourner ? Il n'y avait aucun tribunal auprès duquel il pouvait prouver son innocence. Toute cette histoire a été dissimulée derrière le rideau sordide de la « sécurité nationale ».

Dans le même temps, en mai, la Chine a officiellement lancé son système de « crédit social ». L'idée est la suivante : accumuler des informations émanant de sources électroniques sur chacun de ses 1,4 milliard de citoyens, puis cibler ces derniers en leur accordant des récompenses ou en infligeant des sanctions, selon leurs scores.

Le magazine *The Week* s'y est intéressé :

« Les documents du gouvernement révèlent un plan visant à empêcher les citoyens qui ont une mauvaise note de prendre l'avion ou le train pendant un an, mais peut-être moins, tout de même, en cas d'infractions mineures telles que laisser son vélo garé sur le trottoir. Plus de sept millions de citoyens ont déjà été empêchés de voyager, d'après un rapport de Human Rights Watch, pour des délits tels que des excuses 'manquant de sincérité' ».

Pour la première fois de l'histoire, internet – avec sa surveillance électronique et la connivence d'accumulateurs de données (Google, Facebook, Amazon, entre autres) – permet aux autorités de contrôler et manipuler tous les aspects de notre vie.

Les algorithmes peuvent désormais faire ce qui nécessitait autrefois des hordes de barbouzes, de mouchards et d'agents patibulaires.

Plus besoin de tortures, tout est déjà connu

Avez-vous déjà assisté à une réunion du groupe Americans for Limited Government ? Avez-vous déjà parlé à un être indésirable connu ? Pensez-vous que le Congrès est contrôlé par un ramassis d'escrocs incompetents ? Lisez-vous *La Chronique* ? Manquez-vous de sincérité ?

Laissez tomber la torture de la baignoire. Remisez les torches et les tenailles à l'atelier. Les interrogatoires, et à plus forte raison la torture, ne sont plus nécessaires. L'Etat sait déjà tout.

Aux Etats-Unis, le département de la Sécurité Nationale, la NSA (National Security Agency), écoute vos conversations téléphoniques depuis des années. Amazon, Facebook, Google et les autres savent ce que nous faisons, ce que nous voulons et même ce que nous pensons. Et à présent, « Big Technology » oeuvre avec l'état pour utiliser ces données en vue de nous contrôler.

Là encore, retournons en Chine... Selon le *New York Times* :

« Dans certaines villes, des caméras scrutent les gares ferroviaires chinoises pour identifier les gens les plus recherchés. Des écrans aux dimensions de panneaux d'affichage diffusent les visages de piétons qui traversent en dehors des clous, et font défiler les noms de ceux qui n'ont pas remboursé leurs dettes. Des scanners à reconnaissance faciale gardent l'entrée de

bâtiments résidentiels. Déjà, on estime que la Chine dispose de 200 millions de caméras de surveillance : quatre fois plus qu'aux Etats-Unis. »

Ce n'est qu'un élément du système. Les données affluent des GPS, des réseaux sociaux, des cartes de crédit, des banques, des sites de recherche d'emploi : de partout, en fait.

Ensuite, l'Etat peut se livrer à la manipulation, simplement en modifiant les « informations »... ou en refusant l'accès à des services importants... ou en attribuant des récompenses ou des sanctions individualisées. Même les péages d'autoroute peuvent être réglés pour chaque voiture, en fonction du comportement que les autorités veulent modifier.

Selon le *New York Times* à nouveau...

« 'Pour le gouvernement, c'est une toute nouvelle façon, potentiellement, de diriger l'économie et la société', déclare Martin Chorzempa, membre du Peterson Institute for International Economics.

'Le but, c'est une gouvernance par les algorithmes', ajoute-t-il. »

Il y a tout juste 18 ans, les cinq plus grandes entreprises américaines étaient des sociétés fournissant des biens et services essentiels : ExxonMobil, General Electric, Ford, General Motors et Walmart.

A présent, les cinq plus grandes entreprises véhiculent toutes des données : Apple, Amazon, Alphabet (Google), Microsoft et Facebook.

Et nous irons tous au Paradis... du *Deep State*

Toutes utilisent ces données – de connivence avec l'Etat – en vue de créer un Paradis du *Deep State*.

« Mais qu'est-ce que j'ai à craindre ? », se demande le citoyen exemplaire. « Je n'ai rien fait de mal. Je n'ai rien à cacher ».

Ici, à la *Chronique*, nous prenons la vie du bon côté et notre foi envers les responsables de la fonction publique est inébranlable. De quoi devrions-nous nous inquiéter ? Après tout, le « gouvernement, c'est nous tous », nous a garanti Hillary Clinton. Il ne ferait jamais rien de contraire à notre propre bien, n'est-ce pas ?

Nous sommes sereins... et fou de joie, bien entendu. Avec tous ces nouveaux contrôles, le *Deep State* va nous aider à nous améliorer... à ne jamais traverser en dehors des clous... à ne jamais tenter d'économiser sur nos impôts... Et, sûrement, à ne jamais critiquer nos dirigeants élus démocratiquement, même s'ils ont toute l'apparence de parfaits abrutis.

Bref, cela marchera comme une lobotomie pour nous aider à être des citoyens modèles.

Nous adhérons à fond. Sincèrement.

Hé... La NSA... Vous écoutez ?

Un petit gouvernement selon Napoléon

Rédigé le 12 juillet 2018 par [Simone Wapler](#)

Plutôt que de vouloir le bien des gens malgré eux et vouloir les taxer pour les corriger, un

gouvernement idéal devrait leur faire confiance.

Ce qu'il y a de bien avec l'été, c'est que les journalistes sont en vacances. Du coup, il y a moins d'actualités, que ce soit de vraies informations, des *fake news* ou des statistiques bidons...

On peut donc lire et réfléchir avec des choses plus intéressantes.

Nous avons évoqué la [folie collective par opposition au bon sens individuel](#) avec l'aide de Nietzsche.

Ici à la *Chronique*, nous croyons à la suprématie du bon sens individuel sur les fumisteries collectivistes. Nous sommes optimistes : nous ne croyons pas que l'Homme soit systématiquement un loup pour l'Homme ou qu'il faille des lois pour le défendre contre lui-même.

Bill Bonner évoque dans sa chronique du jour [la fabrication du citoyen modèle par le Deep State](#) (l'équivalent américain de notre Parasitocratie).

Le bipède est toujours jugé rétif par les autorités qui veulent son bien et souhaitent le transformer.

Mais l'Homme est-il naturellement bon ou mauvais, fou ou rationnel ? S'il est rationnel et pas naturellement poussé au vice, pourquoi ne pas lui donner sa chance ?

Je suis tombée par hasard sur une réflexion de Napoléon dans quelques pages du *Mémorial de Sainte-Hélène*. Napoléon vit en exil dans cette île lointaine. Fidèle parmi les fidèles, Emmanuel de Las Cases a accompagné l'empereur déchu, partagé son isolement et noté les pensées de celui avec lequel il s'entretenait tous les jours.

« La perversité est toujours individuelle, presque jamais collective.

[...]

Un philosophe a prétendu que les hommes naissent méchants : ce serait une grande affaire et fort oiseuse que d'aller rechercher s'il a dit vrai. Ce qu'il y a de certain, c'est que la masse de la société n'est point méchante ; car si la très grande majorité voulait être criminelle, et méconnaître les lois qu'est-ce qui aurait la force de l'arrêter ou de la contraindre.

[...]

Il n'y a que ceux qui veulent tromper les peuples et gouverner à leur profit qui peuvent vouloir les retenir dans l'ignorance ; car plus ils sont éclairés plus y aura de gens convaincus de la nécessité des lois, du besoin de les défendre, et plus la société sera assise, heureuse, prospère.

[...]

Mon seul code, par sa simplicité, a fait plus de bien en France que la masse de toutes les lois qui m'ont précédé (1). »

Que penserait de nos jours Napoléon des milliers de pages des différents codes et réglementations incompréhensibles censées régler, redresser des comportements jugés déviants ?

De quel Droit, se réclament ces législateurs ?

En fait, tout prend un autre éclairage lorsqu'on sait que les comportements jugés déviants ou

les inégalités estimées injustes ne sont pas punies autrement que par la taxe et l'impôt. L'Etat s'enrichit, les citoyens coupables ou non s'appauvrissent.

Bill Wirtz s'est intéressé à [la taxe sur la « malbouffe »](#) censée améliorer la « santé publique » et qui n'améliore que la trésorerie de l'Etat.

Récemment, *Le Figaro* se faisait l'écho des travaux de deux fiscalistes qui concluaient que les droits de succession, impôt très impopulaire, n'améliorent pas la mobilité sociale.

*« Les choses qui paraissent évidentes ne sont pas toujours vraies et, dans le cas qui nous intéresse, les travaux de l'économiste britannique Gregory Clark présentés dans son livre *The Son Also Rises* nous donnent quelques raisons d'être sceptiques. En effet, dans ce livre qui a fait sensation lors de sa parution, Clark défend la thèse que partout dans le monde et à toutes les époques la mobilité sociale est très faible et qu'elle ne dépend quasiment pas de la nature des institutions politiques et sociales.*

[...]

Clark a même montré que, en Angleterre, les descendants des conquérants normands étaient toujours surreprésentés à Oxford et Cambridge, près de 1 000 ans après la victoire de Guillaume le Conquérant à Hastings ! Le principal mérite de Clark est d'avoir élaboré une théorie qui explique cela de manière convaincante.

[...]

Il a également montré que la mobilité sociale n'était pas plus forte en Suède qu'aux Etats-Unis, en dépit des différences considérables entre les modèles sociaux de ces deux pays.

[...]

Clark montre que la mobilité sociale est exactement la même, c'est-à-dire remarquablement faible.

Si Clark a raison et que même des bouleversements politiques et sociaux aussi radicaux que la fin de la féodalité et la révolution industrielle en Angleterre n'ont eu pour ainsi dire aucun effet sur la mobilité sociale, il est peu probable que les droits de succession aient le moindre impact. »

Il serait donc plus simple de vouloir tendre vers un petit gouvernement plutôt que de vouloir forger des citoyens modèles.

Un gouvernement modèle devrait se contenter de lois simples, applicables à tous, compréhensibles par tous et rester de taille modeste. Le problème de Napoléon ce fut l'Empire mais sa réussite, ce fut effectivement le Code civil.

NOTE: (1) A l'appui de ces propos, Las Cases cite des statistiques comparées de condamnations à mort en Angleterre et en France entre 1801 et 1811. En 10 ans, les condamnations à mort par million d'habitants ont été divisées par 3 en France alors qu'elles ont été multipliées par 2 en Angleterre.

Warning: Peter Boockvar: USA: Inflation: “On a jamais vu ça en 7 ans !”

KingWorldNews et BusinessBourse.com Le 11 Juillet 2018

Peter Boockvar, chef analyste de marché chez le courtier [Lindsey Group](#) explique sur [kingworldnews](#) alors que nous nous dirigeons vers un prochain cycle de folie monétaire.

Voici ce que Peter Boockvar a souligné alors que l'ampleur de la politique monétaire actuelle est digne d'une situation de grande dépression.

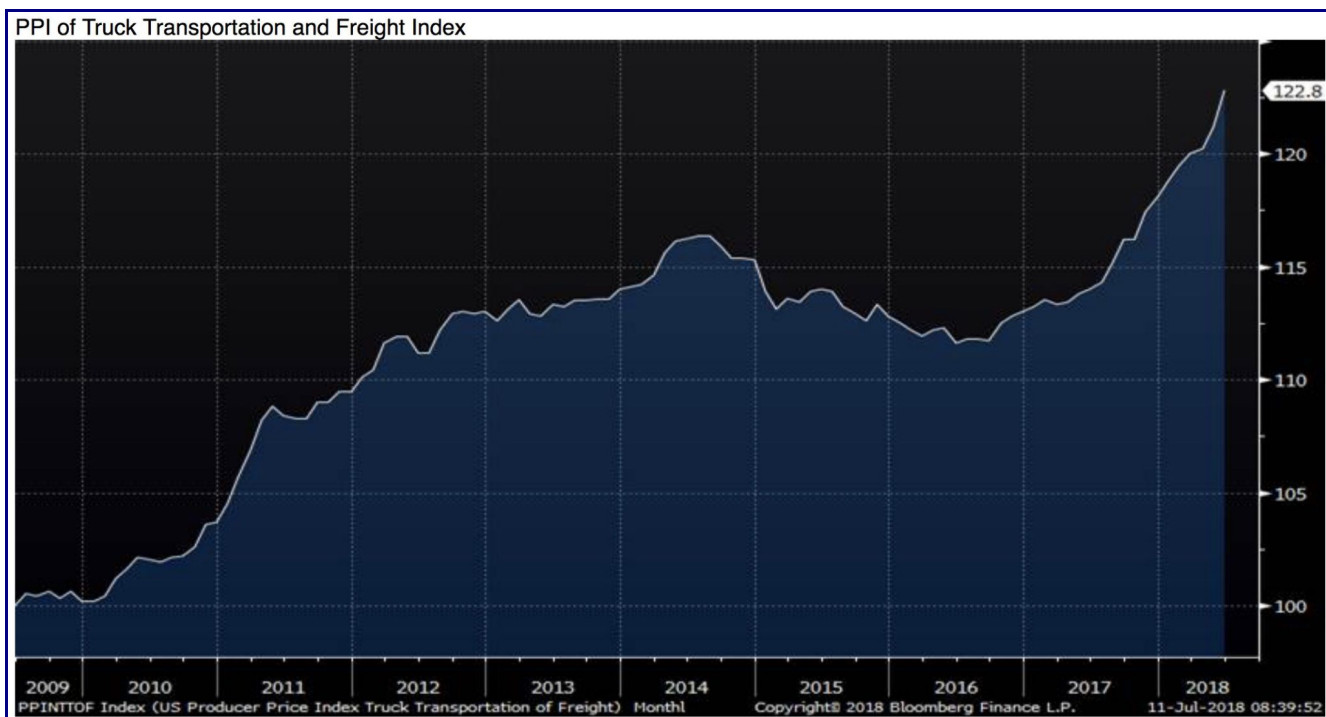
Peter Boockvar: “En juin, l'Indice des Prix à la Production (PPI) a bondi plus que prévu dans tous les secteurs. L'IPP global, l'IPP de base et l'IPP hors produits alimentaires et énergétiques ont tous progressé de 0,3% par rapport au mois précédent contre une hausse attendue de 0,2%. En rythme annuel, la hausse est maintenant de 3,4%. La dernière fois qu'on a vu une telle accélération, c'était en novembre 2011 (voir le graphique ci-dessous). Sur un rythme annualisé, **l'indice PPI vient d'accélérer à 2,8% contre 2,4% en mai**, soit son plus haut niveau depuis septembre 2011.



Ceux qui me suivent régulièrement savent que je parle de l'augmentation des coûts du transport depuis un moment maintenant. Les coûts du transport de marchandises par camion ont augmenté d'1,3% en juin par rapport au mois de mai et sont dorénavant en progression de 7,7% en rythme annuel.

LIEN: L'hyperinflation arrive aux Etats-Unis Egon Von Greyerz: “L'hyperinflation est à nos portes !”

L'indice des prix pour le transport de marchandises par camion a augmenté de 0,9% sur un mois et de 6% sur un an (voir graphique ci-dessous).



Cela reflète probablement la hausse des prix sur l'acier et l'aluminium, des prix des biens d'équipement, des matériaux de construction et des fournitures qui ont augmenté de 2,4% sur un mois et de 10,1% sur un an...

LIEN: [Egon Von Greyerz: "Matières premières, dollar et taux d'intérêt – En route vers l'hyperinflation !"](#)

En excluant les aliments et l'énergie, les prix des biens ont augmenté de 0,3% le mois dernier, et ce pour le 6^{ème} mois consécutif. Gardez à l'esprit que la déflation du prix biens a été le principal obstacle à la hausse de l'indice des prix à la consommation (CPI), tandis que l'inflation des prix des services s'établissait entre 2,5 et 3% depuis des années. C'est sur le point de changer.

En définitive, les tensions sur les prix ont augmenté avant même l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs douaniers en raison de la hausse des prix des matières premières et de la hausse des coûts du transport. Intégrez maintenant l'augmentation des tarifs douaniers avec celui du coût de la main-d'oeuvre et je m'attends à ce que cette tendance haussière de l'inflation se poursuive (bien que cela puisse être compensé par la baisse du prix de certains métaux). Le marché ne réagit pas à l'annonce de l'indice des prix à la production mais plus à l'indice des prix à la consommation que nous aurons demain. on attend l'IPC à 2,9% en glissement annuel et à 2,3% en valeur nominale.

Source: [kingworldnews](#)

Jim Rickards: "Le dollar est source d'instabilité mondiale"

Source: [goldbroker](#) et [BusinessBourse.com](#) Le 11 Juillet 2018



Le dollar constitue environ 60% des réserves mondiales, 80% des paiements internationaux et presque 100% des transactions de pétrole.

Ainsi, la force ou la faiblesse du dollar peut avoir un impact énorme sur les marchés mondiaux.

Si l'on regarde l'indice du dollar pondéré en fonction des échanges commerciaux ([TWEXMPA](#) – mon indicateur favori du taux de change, bien mieux que DXY), on voit que le dollar a atteint un sommet historique en mars 1985 (128,4) et un plus bas historique en juillet 2011 (80,3).

LIEN: Le pouvoir d'achat d'un billet d'1 \$ s'est effondré de plus de 96% depuis la création de la Fed en 1913

À l'heure actuelle, l'indice se situe à 95,2, sous le milieu de la fourchette de 35 ans. Mais ce qui importe le plus pour les partenaires commerciaux et les débiteurs internationaux, ce n'est pas le niveau de l'indice, mais bien sa tendance.

Le dollar a grimpé de 12,5% au cours des quatre dernières années, selon l'indice de la Fed, et c'est une mauvaise nouvelle pour les débiteurs des marchés émergents qui ont emprunté en dollars, et qui doivent maintenant puiser dans leurs réserves de change qui s'amenuisent pour rembourser des dettes bien plus onéreuses en raison de la force du dollar.

Et les prêts aux pays émergents ont progressé à un rythme record.

En réalité, l'indice large de la Fed sous-estime le problème, parce qu'il inclut le yuan chinois, dans lequel le dollar a été stable, et l'euro, face auquel le dollar faiblissait jusqu'à très récemment.

Si l'on se focalise sur certaines devises spécifiques des marchés émergents, l'appréciation du dollar, dans certains cas, est de 100% ou plus.

Une grande part de cette appréciation du dollar est attribuable à la politique de la Réserve fédérale américaine qui consiste à relever les taux d'intérêt et à resserrer les conditions monétaires en réduisant le bilan. Pendant ce temps, l'Europe et le Japon continuent leurs politiques monétaires laxistes, tandis que le Royaume-Uni, l'Australie et d'autres sont restés neutres.

LIEN: Face au dollar, l'année 2018 est terrible pour la plupart des devises des pays émergents !

LIEN: Egon Von Greyerz: La dépréciation monétaire finale a commencé

Les États-Unis semblent être la destination privilégiée des capitaux spéculatifs à l'heure actuelle, à cause des différentiels de taux d'intérêt. Et cela a des conséquences considérables sur les économies des marchés émergents.

Une nouvelle crise de la dette de pays émergents a déjà débuté. Le Venezuela a fait défaut sur une partie de sa dette extérieure, et des litiges avec les créanciers et la saisie de certains actifs sont en cours. Les réserves de l'Argentine ont été sérieusement épuisées pour défendre la devise du pays, et elle s'est tournée vers le FMI pour obtenir un financement d'urgence.

L'Ukraine, l'Afrique du Sud et le Chili sont aussi très vulnérables à une déplétion de leurs réserves et à un possible défaut sur leur dette extérieure libellée en dollars.

LIEN: Egon Von Greyerz: "L'effondrement mondial est sur le point de s'accélérer"

Reste à savoir maintenant si cette nouvelle crise sera contenue à l'Argentine et au Venezuela, ou bien si elle deviendra contagieuse et provoquera une crise financière mondiale pire que celle de 2008.

Vingt ans se sont écoulés depuis la dernière crise de la dette de pays émergents, et dix ans depuis la dernière crise financière mondiale.

Cette nouvelle crise pourrait prendre un an à se propager, il n'est donc pas trop tard les investisseurs de prendre des précautions, mais il est temps de commencer dès maintenant.

Comme je l'ai expliqué plus haut, les hausses de taux d'intérêt et les réductions du bilan de la Fed depuis décembre 2015 ont revigoré le dollar. Un dollar plus fort signifie des devises de pays émergents plus faibles, en général. Encore une fois, c'est exactement ce que nous avons observé dernièrement. En ce moment-même, les devises des pays émergents sont en chute libre face au dollar.

Mais voici une question pour vous :

Alors que la Réserve fédérale a de nouveau relevé ses taux le mois dernier, est-ce que les devises des marchés émergents ont atteint un plus bas ? Et le dollar a-t-il atteint son sommet ?

Source: [goldbroker](#) – *GoldBroker.fr tous droits réservés*

Stupéfiant : 43% de l'épargne des Français est placée à l'étranger

Publié par [Philippe Herlin](#) | 12 juil. 2018

Le [rapport annuel](#) de l'Observatoire de l'épargne réglementée, qui dépend de la Banque de France, a été rendu public le 26 juin dernier. Le principal chiffre qui ressort, et qui a été largement repris par les médias, est le fait que les Français détiennent plus de 5.000 milliards

d'euros d'épargne financière, ce chiffre symbolique étant franchi pour la première fois. Par "épargne financière" on entend les dépôts et les livrets bancaires, l'assurance-vie et les portefeuilles d'actions (détenus en direct ou via différents produits), à l'exclusion, donc, de l'immobilier.

Mais ce rapport a aussi publié un autre chiffre, explosif, lui, mais dont les médias n'ont pas parlé, bizarrement. L'information se révèle inquiétante et les banques et les assureurs, qui gèrent d'importants budgets publicitaires, ne souhaitent sans doute que l'on s'étale dessus. Alors réparons cet oubli : 43% de l'épargne des Français est placée à l'étranger. Et ce chiffre est en forte augmentation depuis 2000 où il n'était alors que de 29%, ce qui représente un triplement en valeur sur la période.

Selon le rapport, cette évolution illustre "l'intégration financière européenne et une mobilité accrue des capitaux au niveau international" (page 9). On est content de l'apprendre, le problème est que les épargnants sont convaincus d'investir leur argent essentiellement dans l'économie française. Lourde erreur. Dans leurs plans d'assurance-vie, ils ont aussi de la dette italienne, espagnole, et sans doute de pays extérieurs à la zone euro. Ce type de risque leur demeure totalement inconnu. D'ailleurs le rapport ne donne aucune information supplémentaire (répartition par pays notamment), ces données restent la propriété des banques et des assureurs, nous sommes priés de leur faire confiance...

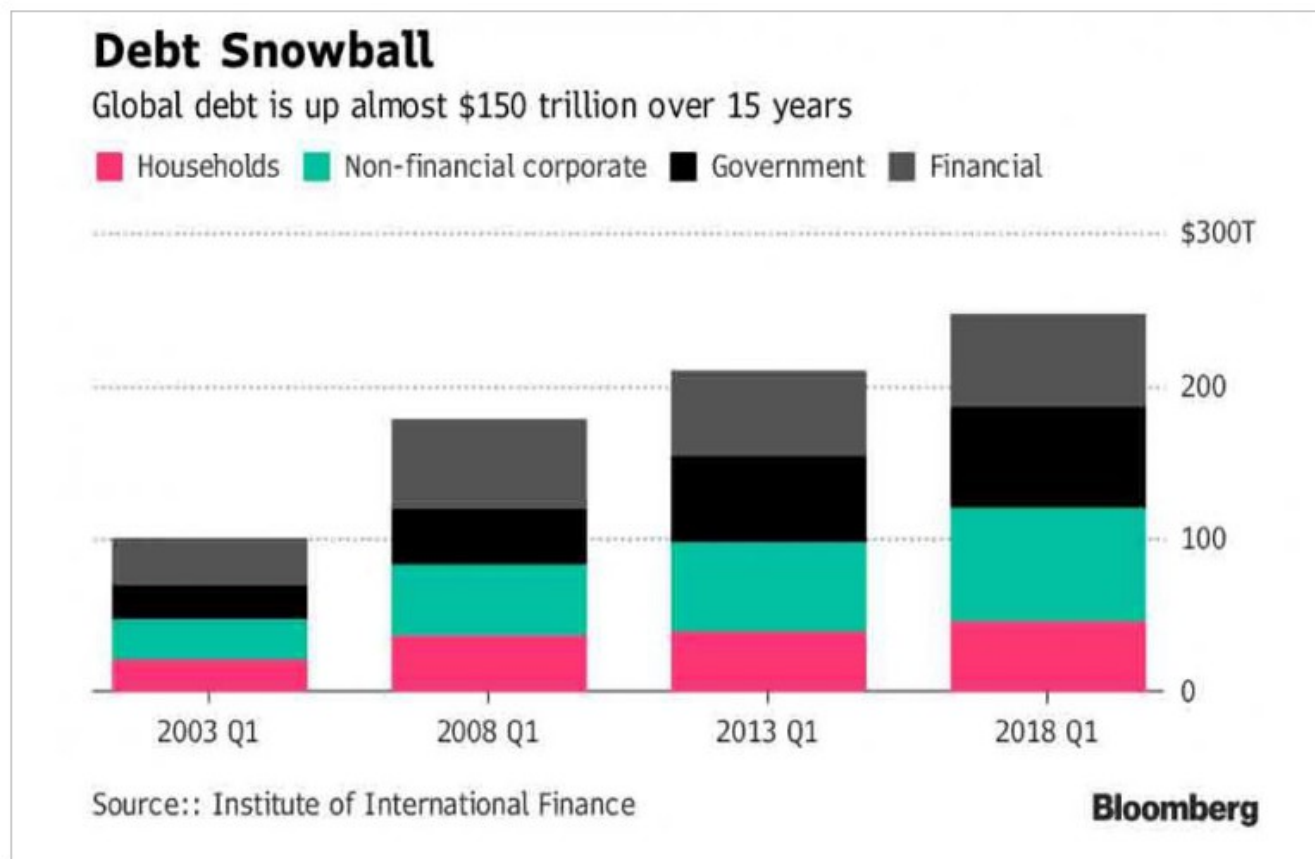
Faute d'informations supplémentaires, voici un risque considérable qui pèse sur l'épargne française. On se doute qu'il doit y avoir une proportion significative de dette italienne dans de nombreux produits d'assurance-vie, vu l'importance des liens bancaires de part et d'autre des Alpes. Que se passerait-il alors en cas de crise entre Rome et Bruxelles ? Si l'Italie exigeait une restructuration de sa dette ? En cas de sortie de la zone euro et du retour à la lire ? Cela se traduirait par des pertes en capital, mais cela les épargnants l'ignorent.

Pourquoi les banques vont-elles chercher des actifs financiers au-delà de nos frontières ? Essentiellement pour y trouver du rendement. Car tous les "produits de taux" (livrets bancaires, assurance-vie en euros) subissent évidemment la baisse généralisée des taux d'intérêt, les taux zéro et même négatifs qui concernent la plupart des pays européens. Dans ces conditions, comment offrir du rendement à ses clients, du moins au-dessus du pauvre 0,75% du Livret A ? Si les banques françaises se limitaient aux bons du Trésor français, elles ne pourraient pas leur verser grand-chose. Il faut donc acquérir de la dette italienne, espagnole, ou extérieure à la zone euro, plus rémunératrice, mais plus risquée.

Ce comportement des banquiers et des assureurs, qui consiste à servir des rendements attractifs dans le contexte déprimé des taux zéro, inquiète d'ailleurs les autorités de tutelle : selon le rapport, "l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) conseillent aux assureurs, depuis 2016, de faire preuve de modération dans les rendements sur les contrats euros servis à leurs clients." (page 16) En clair, cette quête du rendement fait peser un risque systémique sur le secteur financier français, et un risque de perte en capital pour les épargnants. La loi pour bloquer les comptes d'assurance-vie en cas de crise existe déjà, nous en avons parlé ([loi Sapin 2](#)), et vu le comportement aventureux des banques et des assureurs, il y a vraiment de quoi s'inquiéter.

La malédiction de la dette

Bruno Bertez 11 juillet 2018



Selon l'IFI, la dette fait boule de neige.

Si on excepte une infime minorité des économistes, vous n'entendez jamais parler de la dette, de la solvabilité, de sa fragilité. La dette, c'est l'argent des autres. Les peuples croient que la dette tombe du ciel, que c'est de l'argent miracle.

Les gouvernements et les médias ignorent la dette à la fois par insuffisance de leurs connaissances mais aussi par idéologie. L'idéologie est structurée autour de la négation des dettes; négation de la fragilité ainsi constituée, négation du report des charges sur les générations futures, négation des inégalités qui découlent de l'accès différencié au crédit, négation de la conséquence ultime du surendettement: la destruction de la monnaie. Et par dessus tout on fait semblant d'ignorer que la dette oblige à la croissance à tout prix et à la hausse des prix. Bref la dette c'est la fuite en avant obligatoire.

La plus grande mesure qu'il convient de prendre pour commencer à remettre nos sociétés d'aplomb est très simple : il faut arrêter de subventionner le recours au crédit et aux dettes par des taux d'intérêt normaux et la fin de la déductibilité des agios et intérêt des impôts.

Aux USA, 1 dollar de plus de dette fédérale ne produit plus que 0,44 dollar de GDP!

La dette, depuis que nous sommes prisonniers des tendances déflationnistes alimentées par la concurrence mondiale et le progrès technologique, la dette a cessé d'être bio dégradable, cessé de se réduire grâce à l'inflation, le stock au lieu de se dévaloriser comme cela était le cas avant,

ce stock pèse de plus en plus lourd.

La disparition de l'inflation des prix laisse le stock de dettes toujours plus lourd et rend de plus en plus indispensables les crises. Les crises font cyniquement partie du mode de gestion des élites. Elles remettent les compteurs à zéro. Bien entendu auparavant les élites ont, comme l'on dit, disséminé le risque c'est à dire qu'elle ont reporté le risque sur ... vous, les contribuables.

Ah les braves gens!

Un tour d'horizon mondial avant les orages... si ils viennent!

Editorial de Bruno Bertez 11 juillet 2018

Les orages sont en phase formation, aussi bien en météo qu'en bourse.

Cependant, plutôt que de se préparer, les investisseurs préfèrent faire l'autruche, ils sont installés dans la dénégation. On les comprend, les événements ont jusqu'à présent donné tort aux paniquards et autres catastrophistes.

Nous même nous nous refusons à être négatifs en trading et en perspective de court terme car les conditions spéculatives restent intactes. Aussi bien l'appétit que les moyens de le satisfaire.

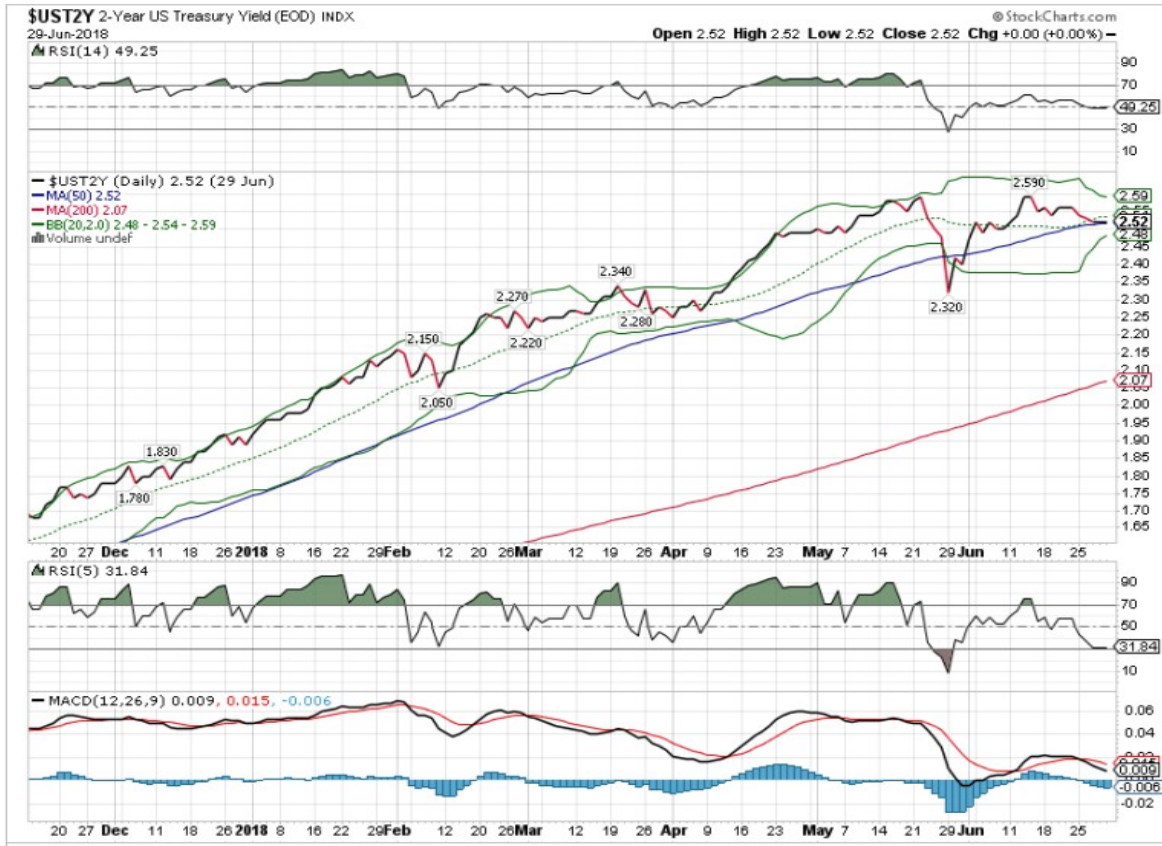
Ce qui en revanche est sûr et certain c'est qu'il ne convient plus d'être exposé aux marchés en investissement alors que **le deux ans du Trésor US, en dollars, rapporte plus de 2,5%**; ce qui est bien plus que ce que l'on aura dans une perspective de long terme avec les actions. Les gens bougeront quand les mauvais vents commenceront à gagner de la vitesse.

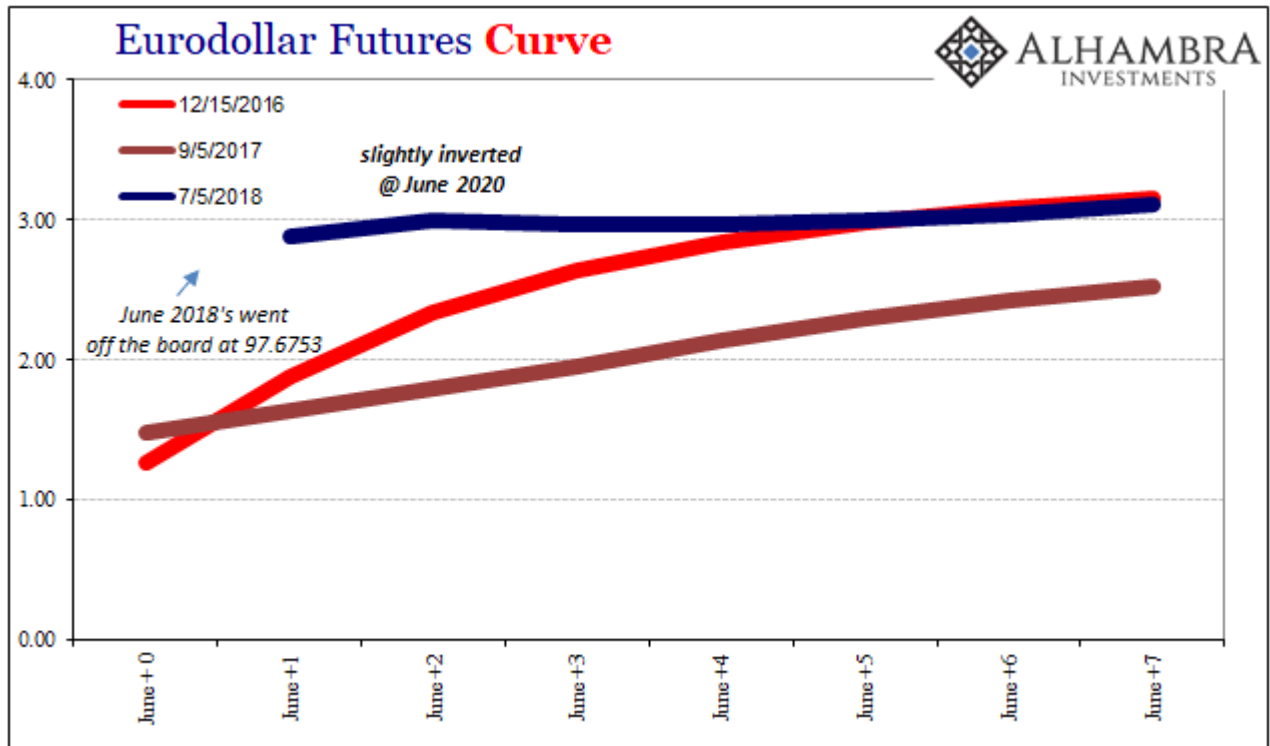
Le symptôme du mal c'est l'aplatissement de la courbe des taux c'est à dire le fait que l'écart entre les rendements du 2 ans et les rendements du 10 ans soient minuscules et au bord de l'inversion. On est à moins de 30 points de base.

Les narratives sont multiples et dans l'ensemble peu fondés sauf celui de J. Snider qui offre une interprétation intéressante mais complexe. Au terme de laquelle il considère que les marchés et la Fed commettent, comme ils l'ont fait dans le passé, une erreur de prévision. La Fed prévoit mal la trajectoire de l'économie et les marchés ne croient pas que les taux seront montés selon les guidances de la Fed, celle ci inversera sa politique avant la conclusion de son cycle . Snider fait remarquer que l'eurodollar est non seulement plat mais déjà inversé. Ce qui est une anomalie inquiétante sinon très inquiétante.

Voir Snider:

<http://www.alhambrapartners.com/2018/07/06/good-reason-to-fear-the-futures/>





Les narratives haussiers nient l'importance du signal négatif que donne la pente des taux et ils font valoir que cette fois la situation est différente de toutes celles que nous avons connues dans le passé. Nous partageons cette remarque, cette fois c'est différent, mais pas pour en tirer des conclusions optimistes, pour nous en inquiéter.

Les pentes des courbes de taux ont une fonction annonciatrice mais le problème est de chiffrer, d'évaluer le décalage entre le signal, l'avertissement et la réalisation des événements négatifs ! Les corrections sur le marché des actions, sur le S&P 500, semblent suivre l'aplatissement, mais c'est avec un décalage.

Voir le graphique avec la superposition du S&P 500 et l'écart de taux 2 ans /10 ans .



La situation chinoise incite à la vigilance avec la chute des indices boursiers et surtout celle du Yuan. Ce sont des mouvements destabilisateurs, pas seulement localement mais aussi globalement. Normalement la Bourse de Shanghai aurait du monter car les investisseurs apprécient les effets positifs de la dépréciation du Yuan sur les affaires des exportateurs. La rupture du lien entre le Yuan et le marché conduit à se demander si les marchés n'anticipent pas quelque chose de plus grave pour la Chine, comme un ralentissement plus prononcé ou des craquements financiers.

Trump continue son oeuvre de destruction comme nous l'avons diagnostiqué dès sa prise de fonction, destruction du cadre du commerce mondial mais aussi maintenant destruction de l'OTAN au prétexte justifié que les alliés trichent avec leurs obligations de participation aux frais de défense.

Deja Nixon sous les conseils de Kissinger avait pris une mesure de rétorsion contre les alliés qui ne participaient pas aux dépenses de défense en fermant la vitrine de l'or et en libérant le dollar de toutes liens ou contraintes.

Ce que fait Trump est à notre sens peut-être aussi important car nous émettons l'hypothèse que c'est le régime monétaire mondial de Bretton Woods II qui est en train de mourir.

Nous avons écrit récemment sur ce sujet.

Trump est persuadé que l'OTAN n'a plus de raison d'être et qu'elle est dépassée. C'est une relique du passé or les conditions géopolitiques et militaires ont changé. Avec des zozos comme Erdogan, l'OTAN peut se trouver embarquée dans n'importe quelle aventure idiote!

La hausse du dollar met les émergents en difficulté mais il faut noter qu'il n'y a aucune panique, on absorbe! La raréfaction du dollar, les tensions sur le dollar funding n'ont pas

encore produit de craquements, pas assez forts pour inquiéter les places occidentales. La question des Tariffs est un feuilleton maintenant quotidien mais le sentiment et les narratives restent persuadés que Trump bluffe et qu'il fera ce qu'il a fait jusqu'à présent: menacer, faire semblant de négocier et ensuite crier victoire pour prouver qu'il est maître es négociations. Je ne suis pas persuadé de la justesse de cette hypothèse, car Trump a une ligne et il semble vouloir la suivre cette fois. Toutes ses initiatives « disruptives » concourent au même objectif, refavoriser les USA dans le jeu mondial, sortir de tous les « bad deals », reprendre l'avantage. Trump est persuadé que les pays tiers se sont enrichis sur le dos des Etats-Unis et il veut mettre fin à cet enrichissement pour des raisons stratégiques.

Est ce que les Tariffs sont inflationnistes ou déflationnistes?

Dans le court terme nous pensons qu'ils sont mécaniquement inflationnistes et ils feront monter de nombreux prix, mais organiquement, structurellement ils sont déflationnistes. Si les déficits US se réduisent les liquidités globales vont se réduire ou croître moins vite, les pays créditeurs le seront moins, ils créeront moins de monnaie, le pseudo « savings glut » va se contracter, les taux risquent de monter, nous pensons que tout cela aura une incidence déflationniste sur les prix, les GDP et le commerce mondial.

Krugman est très catastrophiste sur ce sujet, mais c'est Krugman!

En géopolitique, Trump va rencontrer Poutine. Un accord pourrait être trouvé par lequel Poutine agirait pour maintenir les Iraniens hors de la Syrie et en échange Trump allégerait les sanctions sur les oligarques amis de Poutine.

Le scénario du démantèlement européen se précise

François Leclerc

Le démantèlement de l'Europe est en cours, mais que faut-il entendre exactement par là ? Comment va-t-il se manifester et jusqu'où peut-il aller ? Son scénario commence à se préciser dans la confusion ambiante qui s'accroît.

Les circonstances de la sortie de l'Union du Royaume-Uni sont entourées d'un brouillard de plus en plus dense au fur et à mesure que son échéance de fin mars 2019 se rapproche. Aucune majorité ne se dessine en faveur d'une des options possibles, dont chacune a ses ardens défenseurs, qui se déchirent entre eux, rendant aujourd'hui fort improbable la signature d'un quelconque accord avec Bruxelles dans les délais requis. Ce qui peut présager de la prolongation de la période de négociation initiale de deux ans, faute de mieux, afin d'éviter la brutalité d'une rupture aux effets économiques désastreux.

La situation n'est pas plus claire en Italie et en Allemagne. L'équation budgétaire italienne des années à venir n'a de solution que si les règles européennes sont aménagées d'une manière ou d'une autre, faute de quoi la coalition devra remiser son programme. Or aucune de ces deux éventualités n'est vraisemblable.

Cette situation est d'ailleurs anticipée en Allemagne. Elle prend la forme d'un débat à propos de Target2 – le système de règlement interne des banques centrales de l'Eurosystème – et de la position créditrice de la Bundesbank. À la fin juin, elle l'était dans les écritures rien de moins que de 976 milliards d'euros, dont 481 milliards dus par la Banque d'Italie. Dans une grande confusion, vu la technicité non maîtrisée du sujet, les commentaires alarmistes ont fleuri sur un

thème par contre sans équivoque : comment serons-nous remboursés ? Une des solutions entrevue parmi les conservateurs allemands serait que la BCE garantisse la dette italienne à l'Eurosystème. Et, pour éviter qu'elle ne grandisse comme c'est inévitable, une exclusion de la Banque d'Italie de celui-ci serait à bien y réfléchir la meilleure solution... Un très sale coup porté à l'euro.

Peter Boehringer, le député du parti d'extrême-droite AfD qui préside le comité du budget au Bundestag, a critiqué le ministre Olaf Schulz pour ne pas provisionner le risque de défaut sur les créances de la Bundesbank inscrites dans Target2. Les campagnes de l'AFD payent dans l'opinion. Le dernier sondage de l'institut Emnid, qui date du 7 juillet, est à cet égard illustratif. L'alliance CDU/CSU plafonne désormais à 30% des intentions de vote, et le SPD est crédité de 17% des voix, à égalité avec l'AFD. En application de ces pourcentages, la coalition au pouvoir ne serait plus majoritaire et ne détiendrait plus que 47% des voix au Bundestag, ce qui impliquerait de l'élargir, mais pour appliquer quelle politique ?

Nos édiles européens se sont eux-mêmes enfermés dans un carcan dont ils ne peuvent se débarrasser, le voudraient-ils. À l'habitude ils vont tenter de gagner du temps, mais ce sera en vain car les contradictions se resserrent. Il ne restera plus aux autorités allemandes qu'à en tirer les conclusions à leur façon.

« L'attaque de Trump contre l'Allemagne. Sortir de l'OTAN ? Une nécessité !! »

par [Charles Sannat](#) | 12 Juil 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Celles et ceux qui ont toujours eu une « certaine idée de la France », et de notre indépendance, ont toujours vu d'un très mauvais œil le retour dans l'OTAN que Nicolas Sarkozy, dit « l'américain », a initié alors qu'il était président. Son successeur, François Hollande, a suivi le même chemin, celui de l'alignement corps et âme de la France et de son appareil militaire sur les intérêts américains.

Je n'ai eu de cesse de dénoncer notre appartenance à l'OTAN, pas d'un point de vue idéologique, mais parce que notre intégration à une alliance militaire bras armé des intérêts américains, ce n'est évidemment pas la meilleure solution pour assurer notre indépendance et les attributs de notre souveraineté.

Quand on dénonce l'Otanisation de notre pays, on est évidemment qualifié de faire de « l'antiaméricanisme » primaire. Désormais, c'est encore plus grave. On est « américanophobe », ce qui constituerait presque un délit pénal.

Quoique cela soit moins vrai depuis que Donald et Daisy sont à la Maison Blanche. On a le droit d'insulter le Président américain, de le vomir, et l'on est encensé... Il faut dire que notre Donald ne fait pas dans la dentelle.

Pilonnage en règle de l'Allemagne

Alors que le Président des États-Unis vient d'arriver à Bruxelles pour un sommet de l'OTAN,

voici ce qu'il a déclaré afin de poser tout de suite les choses :

« L'Allemagne est complètement contrôlée par la Russie, elle est prisonnière de la Russie », ou encore « L'Allemagne paie des milliards de dollars à la Russie pour ses approvisionnements en énergie et nous devons payer pour la protéger contre la Russie. Comment expliquer cela ? Ce n'est pas juste »...

Je ne peux qu'encore une fois attirer votre attention sur ce que je disais il y a quelques jours déjà dans l'édito intitulé [« Punir l'Allemagne, négocier avec la France, détruire l'Europe ! »](#).

Chaque jour qui passe nous montre un peu plus la réalité de cette stratégie américaine.

Quelles sont les raisons de la colère trumpienne ?

N'en déplaise aux imbéciles de propagandistes, non Trump n'est toujours pas l'abruti que l'on veut nous faire croire qu'il est.

La raison de la colère américaine c'est évidemment l'alimentation en gaz et en pétrole de l'Europe par la Russie alors que la grande idée c'est de remplacer le gaz russe par le gaz américain !

« Le président américain a dénoncé à plusieurs reprises le projet de doublement du gazoduc Nord Stream reliant directement la Russie à l'Allemagne. Il exige son abandon. Sa critique lui permet d'enfoncer un coin dans l'unité des Européens, car Nord Stream 2 les divise. »

Les pays de l'UE importent deux tiers de leurs besoins de consommation. En 2017, ceci a représenté une facture totale de 75 milliards d'euros, selon les statistiques européennes. À ce jour, la moitié du gaz acheté est russe, mais les Européens cherchent à briser cette dépendance.

Les États-Unis sont engagés dans une stratégie de conquête de marchés pour leur gaz naturel. Ils ont exporté 17,2 milliards de m³ en 2017, dont 2,2 % par méthaniers vers les terminaux de l'Union européenne. »

75 milliards d'euros dépensés chaque année dont la plus grande partie revient à la Russie. Or les États-Unis sont engagés dans une guerre à mort pour le contrôle de l'énergie et l'alimentation du monde.

C'est toute cette stratégie et ses implications notamment monétaires et économiques que j'ai détaillées dans ma lettre du mois de juin disponible dans vos espaces lecteurs.

La « grandeur de la France », ce sera sans l'OTAN, et sans l'Union européenne

Nous sommes ici au cœur du sujet géopolitique actuel.

Que va faire l'Europe ? Va-t-elle payer la rançon énergétique américaine ? Va-t-on au contraire poursuivre notre stratégie de mix énergétique aussi bien en diversification de sources d'énergie que de sources d'approvisionnement ? Merkel va-t-elle plier devant Trump ? Macron va-t-il rester le double vassal soumis aussi bien aux États-Unis qu'à l'Allemagne ou la France va-t-elle s'émanciper comme on pourrait en détecter les tout premiers signes (encourageants) dans le discours de Macron devant le congrès où il a déclaré en conclusion de son discours :

« Notre seule idéologie, c'est la grandeur de la France. C'est un patriotisme nouveau, vivifié que nous sommes en train de construire »...

Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais le printemps commence toujours par une hirondelle. Les événements risquent fort de se charger de faire fléchir l'idéologie macronienne.

Ce qui est certain c'est que la grandeur d'une nation, surtout d'un vieux pays comme peut l'être le nôtre, ne peut s'exprimer qu'à travers une souveraineté totale et les choses sont très simples.

Les attributs de la souveraineté sont les suivants : faire les lois, faire appliquer les lois, battre monnaie, et décider de la paix ou de la guerre. Avec l'Europe, nous ne faisons plus loi, notre police a la plus grande des peines à faire appliquer les quelques règles qui le mériteraient véritablement, nous ne battons plus monnaie puisque l'euro est une monnaie commune, et enfin, notre appartenance à l'OTAN nous empêche par définition de décider pleinement de nos guerres ou de la paix.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !